



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Environnement

- Pollution en Normandie : la qualité de l'air « mauvaise » dans toute la région en raison de la canicule (Ouest France)
- Canicule. Températures extrêmes la nuit : à quoi s'attendre dans les prochaines heures en Seine-Maritime (Courrier Cauchois)
- Seine-Maritime. Canicule et pollution de l'air : comment se protéger ? La Préfecture donne ses recommandations (Courrier Cauchois)
- Canicule en Seine-Maritime : la vigilance rouge pourrait durer jusqu'à vendredi, à cause des températures en ville (76actu)
- Vigilance rouge canicule et alerte à la pollution de l'air en Normandie : les transports gratuits dans l'agglomération de Rouen (France 3)
- Canicule historique : les records de température tombent les uns après les autres en Normandie (France 3)
- Le Havre - Rouen - Evreux : quelle ville bétonne plus ses terres agricoles ? (Paris Normandie)

Société

- Seine-Maritime. Canicule : la vente et la consommation d'alcool interdites sur la voie publique et dans les événements festifs (Courrier Cauchois)
- Pourquoi les piscines de la Métropole de Rouen doivent refuser des clients en pleine canicule ? (Paris Normandie)

Social

- En pleine période de canicule, le Samu social de Rouen renforce ses maraudes auprès des personnes sans-abri (Ici Normandie)
- Normandie. SDF, marginaux... Les laissés pour compte de la canicule (Paris Normandie)

Santé

- Normandie. "Un épisode de canicule extrêmement intense et durable" : l'ARS se prépare à un afflux de patients dans les prochains jours (Tendance Ouest)
- Canicule. « Un épisode historique, intense et durable » : comment les hôpitaux et Ehpad font face à la crise en Normandie (ouest france)
- Le centre hospitalier d'Elbeuf ouvre une cellule de crise pour faire face à la canicule (Paris Normandie)
- Canicule en Normandie. Gare à « l'effet retard », ces risques qui se manifestent en décalé... (Paris Normandie)

Sécurité

- Canicule : face au risque d'incendie en forêt, trois départements de Normandie lancent des patrouilles de surveillance (Ouest France)
- Trafic de téléphones portables à la prison de Rouen sur fond de soupçons de corruption d'agents pénitentiaires (Le Poulpe)
- À Dieppe, la Protection judiciaire de la jeunesse réclame du renfort : « Le temps nous manque ! » (Paris Normandie)
- Un incendie en cours dans un immeuble près de Rouen, tous les habitants évacués (France 3)
- « Un bruit de déflagration » : un incendie se déclare dans un immeuble près de Rouen, les habitants évacués (76 actu)
- « Emprisonnée par les fumées » : incendie d'un haut immeuble près de Rouen, 20 personnes hospitalisées (Paris Normandie)
- Deux personnes sauvées par les secours après avoir été emportées au large du cap d'Antifer à bord d'une embarcation (France 3)
- Six prévenus condamnés après une rixe au centre de rétention d'Oissel, près de Rouen (Paris Normandie)
- Le Havre. Intrusion et dégradations dans une école du centre-ville, une enquête ouverte (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Alternance : le commerce normand résiste malgré la baisse des aides (Gazette de Normandie)
- Normandie : Réseau Entreprendre découvre les enjeux stratégiques de la plateforme TotalEnergies (Gazette de Normandie)
- Nexira, leader mondial des ingrédients naturels implantée à Rouen, distinguée parmi les entreprises les mieux gérées de France (normandinamik)
- Canicule. Renault Sandouville renforce encore ses mesures après le passage en vigilance rouge (Courrier Cauchois)

Collectivités locales et équipements publics

- Vigilance rouge canicule : comment l'agglomération d'Elbeuf fait face aux fortes chaleurs (76 actu)
- Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026 (Paris Normandie)

Agriculture

- "Il y a beaucoup de petits grains": à Malaunay, Nicolas Vandorpe voit déjà l'effet de la canicule sur ses champs de blé (Ici Normandie)

Justice

- Comment la justice traite des violences sur mineurs ? Le tribunal judiciaire du Havre invite le public à un échange (Paris Normandie)
- Dans le pays de Caux, le futur policier risque de payer cher le tir au pigeon (Paris Normandie)

Nomination

- Rouen : Nicolas Mayer-Rossignol élu vice-président de France urbaine (Gazette de Normandie)

Acteurs publics

- Rappel du déficit ou affichage des moyens nouveaux : la communication budgétaire de l'État jugée trop dissonante
- La question salariale, moteur de la démotivation des fonctionnaires
- La future prime au "mérite budgétaire" des hauts fonctionnaires fait débat
- Malgré son Assistant IA, l'État peine pour l'instant à détourner ses agents de ChatGPT qu'ils jugent plus convaincant
- Agencification : le gouvernement préfère une culture de l'évaluation au grand soir
- L'État s'apprête à toucher 8,6 millions d'euros de la part de l'Ugap

Pollution en Normandie : la qualité de l'air « mauvaise » dans toute la région en raison de la canicule

Vivien Duval

8-10 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Atmo Normandie, l'organisme chargé de mesurer la qualité de l'air dans la région, a indiqué que l'indice de l'air était « mauvais » dans l'ensemble de la Normandie, ces mardi 23 et mercredi 24 juin 2026. Une pollution liée à une hausse marquée des concentrations d'ozone (O3), en raison de l'épisode de canicule dans l'ensemble de la région.



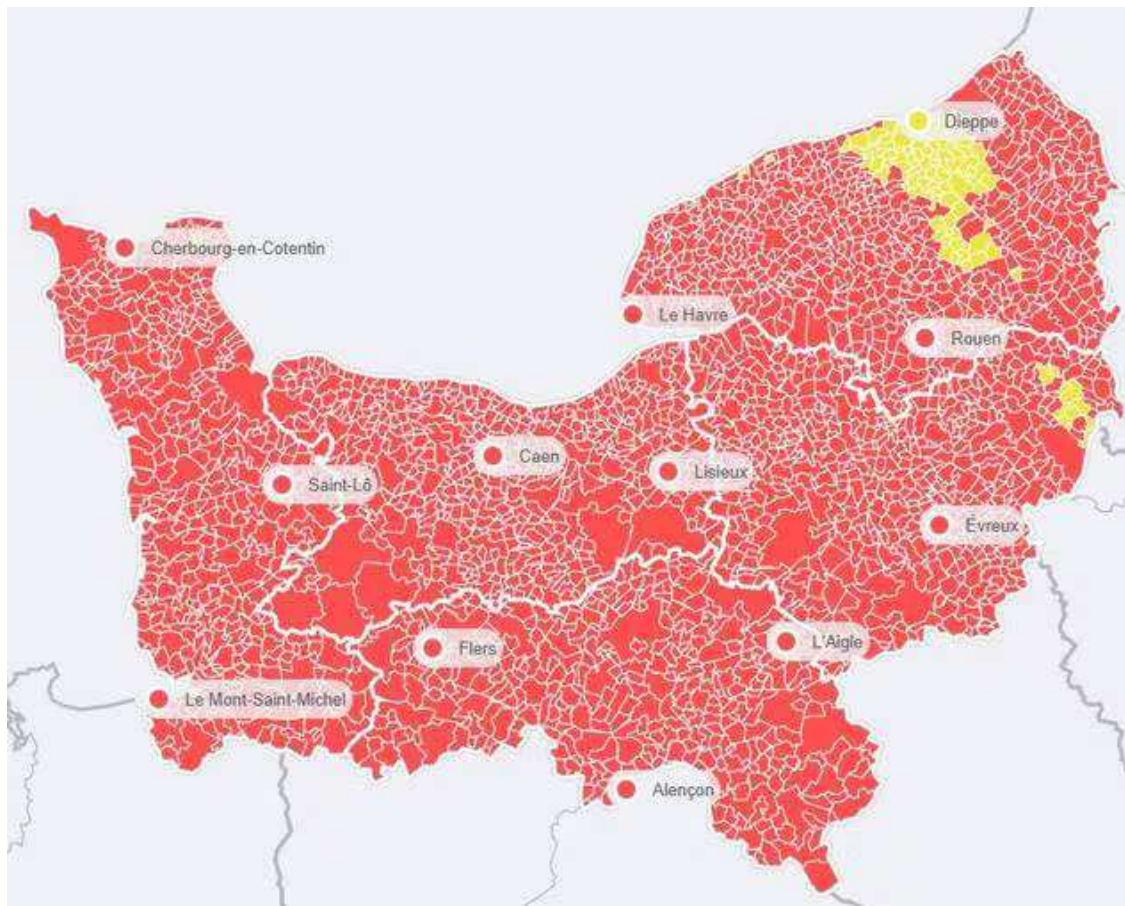
La qualité de l'air en Normandie demeure mauvaise, ces mardi et mercredi, selon Atmo Normandie, en raison de l'épisode de canicule en cours dans la région. Ici, à Caen. | ARCHIVES OUEST-FRANCE / STÉPHANE GEUFROI

Publié le 23/06/2026 à 10h35

La Normandie est [dans le rouge](#) également concernant la qualité de l'air. Atmo Normandie, [l'organisme chargé de mesurer la qualité de l'air](#) dans la région, a indiqué est «mauvaise» dans l'ensemble de la région. Une pollution liée [à l'épisode de canicule en cours](#).

«Ce mardi 23 juin 2026, l'indice de la qualité de l'air devrait rester majoritairement mauvais sur l'ensemble de la Normandie, en raison d'une hausse marquée des concentrations d'ozone (O3), indique Atmo Normandie dans son bulletin quotidien. Le maintien de conditions anticycloniques, associé à un temps ensoleillé, des températures très élevées et des vents faibles d'un large secteur Est, favorisera la formation et l'accumulation de ce polluant par réaction chimique à partir

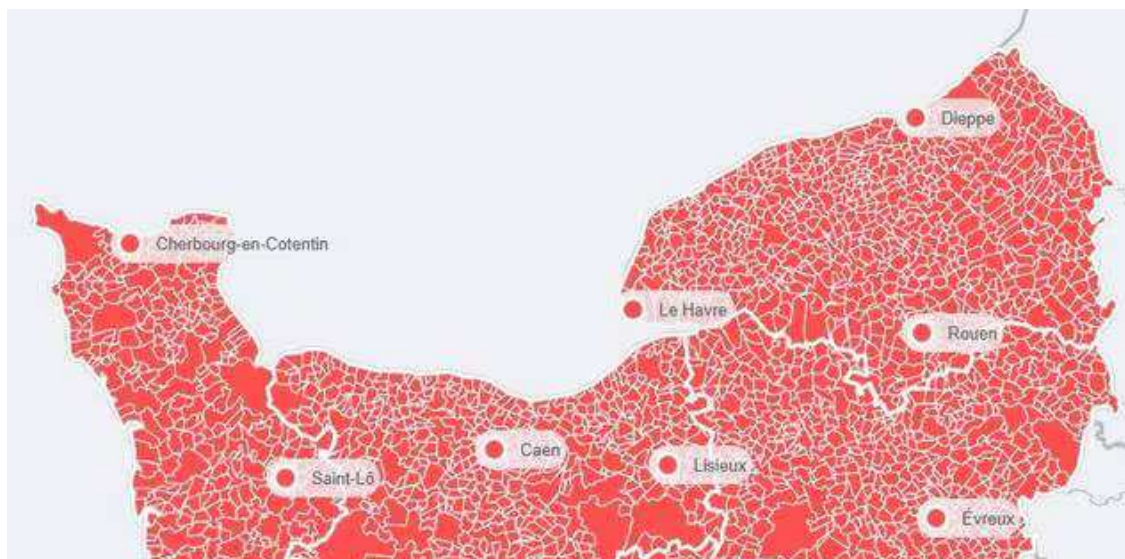
des polluants présents dans l'atmosphère.»

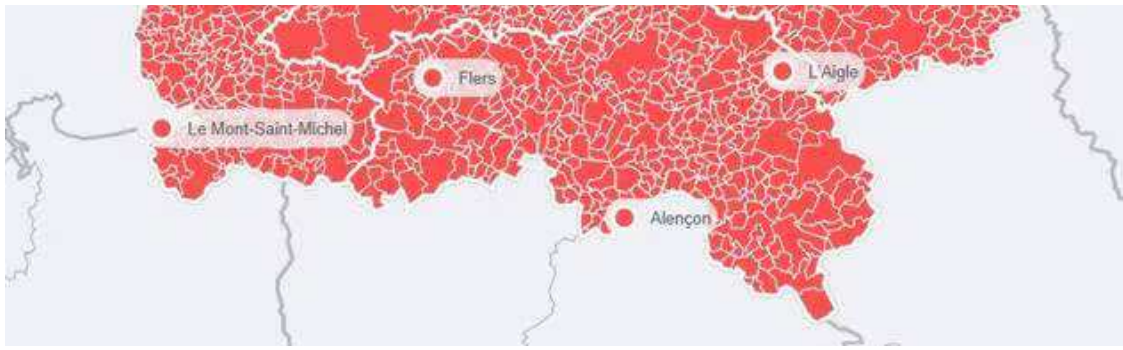


La qualité de l'air demeure mauvaise dans l'ensemble de la Normandie ce mardi 23 juin 2026 en raison de la canicule. | ATMO NORMANDIE

La qualité de l'air devrait également rester mauvaise ce mercredi, selon l'organisme. L'ozone (O₃) est un polluant «secondaire», précise Atmo Normandie, «c'est-à-dire qu'il n'est pas rejeté directement dans l'air par des sources de pollution mais résulte de transformations chimiques de polluants déjà présents dans l'air. Ces réactions chimiques sont déclenchées par le rayonnement solaire, c'est pourquoi l'ozone est plus présent en été et en journée.»

En cet épisode de pollution de l'air, Atmo Normandie recommande de limiter les déplacements, d'éviter les efforts physiques aux heures les plus chaudes ou encore de préserver la qualité de l'air de son logement en réduisant les produits d'entretien.





Mercredi 24 juin 2026, la qualité de l'air demeurera mauvaise dans toute la région, selon Atmo Normandie. | ATMO NORMANDIE

Les cinq départements normands, à savoir la Manche, le Calvados, l'Orne, la Seine-Maritime et l'Eure, sont en vigilance rouge canicule depuis lundi 22 juin, une première depuis que Météo-France a créé son dispositif de vigilance, en 2002.

Lire aussi : [CARTE. Vigilance rouge en Normandie : combien de fois le dispositif a-t-il été activé depuis 2002 ?](#)

En journée, le thermomètre a affiché 30°C à Cherbourg (Manche), et jusqu'à 41°C à Rouen (Seine-Maritime).

L'épisode caniculaire pourrait durer jusqu'à jeudi 25 juin au soir. Une amélioration de la qualité de l'air pourrait s'amorcer à partir de vendredi sur la façade ouest, mais elle reste à confirmer au vu des échéances de prévisions.

Canicule. Températures extrêmes la nuit : à quoi s'attendre dans les prochaines heures en Seine-Maritime

Adrien Verger

2-3 minutes

Des records de température sont tombés lundi 22 juin en [Seine-Maritime](#). Mais des températures historiques ont aussi été relevées durant la nuit de lundi à mardi. Selon Benoît Morel, spécialiste météo de la Seine-Maritime, la France a connu sa nuit la plus chaude jamais observée depuis 1947 avec une température moyenne de 21,6°C, battant le précédent record de 21,3°C établi en juillet 2019.

- **A lire aussi.** [Canicule : écoles fermées, interdiction d'événements, ce qui change dès mardi en Seine-Maritime](#)

Des records absolus en Seine-Maritime

En Seine-Maritime, plusieurs records de températures minimales ont été battus. Le plus marquant a été relevé au Cap de la Hève avec 25,1°C, un record absolu tous mois confondus. *"Des records ont également été enregistrés à Rouen-Jardin des Plantes (24,6°C), Rouen-Boos (22,7°C), Bouelles (22,2°C), Dieppe (20,3°C) et Ectot-lès-Baons où le précédent record a été dépassé de plus de 3°C"*, indique le spécialiste.

- **A lire aussi.** [Renault Sandouville renforce encore ses mesures après le passage en vigilance rouge](#)

Une nouvelle nuit tropicale attendue

La chaleur ne faiblira pas dans les prochaines heures. A minuit, les températures pourraient encore atteindre 27 à 30°C dans de nombreux secteurs, avec des pointes jusqu'à 31°C dans les centres-villes du Havre et de Rouen. A 3 heures du matin, le thermomètre pourrait encore afficher entre 25 et 27°C.

Sur le littoral, un faible vent marin pourrait temporairement limiter la hausse des températures mercredi. Mais au Havre, un changement de vent est attendu en fin de journée, ce qui pourrait faire grimper le mercure jusqu'à 35°C.

- **A lire aussi.** [Insolite : ils ouvrent leur jardin au public pour offrir un peu de fraîcheur](#)

Vigilance rouge maintenue

La vigilance rouge canicule est maintenue en Seine-Maritime au moins jusqu'à mercredi 24 juin à

minuit. Les prochaines après-midi pourraient même devenir les plus chaudes jamais enregistrées à l'échelle de la France, tous mois confondus.

Seine-Maritime. Canicule et pollution de l'air : comment se protéger ? La Préfecture donne ses recommandations

Julie Hervieux

2-3 minutes

Le département est placé en [vigilance rouge](#) canicule depuis mardi 23 juin midi, et un épisode de pollution s'annonce en raison de ces conditions météorologiques, propices à la formation d'ozone. La [préfecture de la Seine-Maritime](#) donne quelques recommandations pour vous protéger.

- **A lire aussi.** [Alerte météo. Canicule : écoles fermées, interdiction d'événements, ce qui change dès mardi en Seine-Maritime](#)

Privilégier les sorties courtes

Cet épisode de chaleur, couplé à la pollution atmosphérique, est de nature à aggraver la vulnérabilité des personnes fragiles. Aussi, il est recommandé :

- de privilégier des sorties plus brèves et celles qui demandent le moins d'effort
- d'éviter les sorties durant l'après-midi lorsque l'ensoleillement est maximum
- en cas de gêne respiratoire ou cardiaque, de prendre conseil auprès d'un professionnel de santé
- de limiter le trafic routier des poids lourds en transit dans les centres-villes
- de privilégier le recours aux modes actifs, aux transports en commun ou au covoiturage. La Métropole Rouen Normandie annonce par exemple la gratuité des transports en commun du Réseau Astuce pour mercredi 24 juin.

Tous à la piscine

La communauté de communes Caux-Austreberthe annonce que la piscine Les Bains de l'Austreberthe sera exceptionnellement ouverte au grand public ce jour, de 12 à 20 heures. A Rouen, la Ville met en place, du samedi 20 au vendredi 26 juin inclus, l'opération "Piscine à 1€" (habituellement pendant le mois d'août) pour les piscines Guy-Boissière, située sur l'Ile Lacroix, et Denis-Diderot, située boulevard de l'Europe. Attention, la piscine Guy-Boissière sera fermée au public mercredi 24 juin, au moins jusqu'à 16h, car s'y tient la Fête de l'eau, qui accueille les enfants inscrits à la natation et des centres de loisirs. En revanche, la piscine Diderot sera bien ouverte au public.

- **A lire aussi.** [Canicule. Des horaires étendus dans les piscines de Lillebonne et Bolbec pour offrir un peu de fraîcheur](#)

La vigilance rouge se maintient pour le moment jusqu'au mercredi 24 juin.

Canicule en Seine-Maritime : la vigilance rouge pourrait durer jusqu'à vendredi, à cause des températures en ville

Mathieu Charré

13–17 minutes

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 23 juin 2026 à 6h38 ; mis à jour le 23 juin 2026 à 20h26

L'essentiel

- La Seine-Maritime est en alerte rouge canicule jusqu'à jeudi inclus, au moins. Un point quotidien est fait par la préfecture en fin de journée.
- Dans les trois prochains jours, en journée, Météo France annonce 38°C au Havre et 39-40°C à Rouen.
- La métropole de Rouen a mis en place la gratuité des transports en commun sur l'ensemble du Réseau Astuce pour la journée de mercredi.

La [canicule](#) s'installe et s'intensifie. Depuis mardi 23 juin, 12h, le département de la Seine-Maritime est placé en vigilance rouge. Quelles conséquences à [Rouen](#) et au [Havre](#) ? Comment réagir pour faire face à cet épisode qui pourrait durer jusqu'à vendredi, du moins en ce qui concerne le niveau de vigilance ? *76actu* fait le point avec vous, heure par heure, tout au long de la semaine.

20h30. C'est la fin de ce direct, merci de l'avoir suivi !

20h20. Un air pollué, des risques accrus pour les personnes fragiles

En raison des prévisions de dégradation de la qualité de l'air ambiant, avec un niveau élevé d'ozone, **la procédure d'information-recommandation** de la population est activée pour l'ensemble du département, à compter de ce mercredi 24 juin 2026. Les conditions météorologiques sont en effet particulièrement propices à la formation d'ozone dans l'atmosphère.

Ces conditions sont de nature à **aggraver la vulnérabilité des personnes fragiles** avec l'apparition ou l'aggravation de divers symptômes (allergies, asthme, irritation des voies respiratoires, effets cardio-pulmonaires...).

20h05. Bilan des interventions en lien avec la canicule

Depuis hier, les sapeurs-pompiers ont enregistré 26 interventions dans le département, en lien direct avec la canicule, avec des prises en charge de personnes sans gravité. Du côté du Samu,

86 interventions ont été effectuées et **45 passages aux urgences sont directement attribuables au phénomène de chaleur**, depuis le 16 juin.

19h00. La vigilance rouge jusqu'à quand ?

Concernant l'activation de la [vigilance rouge canicule](#) dans le département, la préfecture indique : « Si une amorce de baisse des températures est attendue à partir de vendredi, les valeurs maximales pourraient rester très élevées, **notamment à Rouen avec 36°C**. De ce fait, et sauf évolution de la situation, la vigilance rouge canicule pourrait être active jusqu'à vendredi matin. »

18h40. Comment ça se passe dans les établissements scolaires

L'accueil et l'activité scolaires sont maintenus, indique la préfecture de la Seine-Maritime. En fonction des situations locales, et notamment de la difficulté à faire redescendre les températures dans les établissements scolaires, les maires, en lien avec [l'Éducation nationale](#) peuvent décider de fermetures totales ou partielles.

Ainsi, ce mardi, **151 écoles (12,71%) étaient fermées** et 181 établissements (15,24%) avaient mis en place des aménagements horaires.

Pour ce qui concerne la tenue des examens, **et notamment les grands oraux du baccalauréat**, les épreuves ont bien lieu, avec les aménagements utiles lorsque cela s'avère nécessaire.

18h15. Les prévisions de Météo France pour la journée de mercredi

En fin de journée mardi, la préfecture de la Seine-Maritime a détaillé son point quotidien de la situation. Concernant la météo tout d'abord. Eh bien, **les températures annoncées pour les trois prochains jours** demeurent très élevées, notamment la nuit avec des minimales pouvant atteindre 22 °C sur le littoral et 25 °C dans les terres – et jusqu'à 27°C en ville, en deuxième partie de nuit. En journée, [Météo France](#) annonce 32° à Dieppe, 38°C au Havre et 39-40°C à Rouen.

17h02. « Une situation soutenue mais absorbable »

Le directeur de l'ARS (Agence Régionale de Santé), Mathias Ott, s'exprimait ce mardi 23 juin. Pour toute la Normandie, il s'attend « **à un week-end difficile**, avec des arrivées de personnes fragiles dans nos services d'urgence. Le [CHU de Rouen](#) se prépare à cela ».

Pour l'instant, l'activité est « soutenue mais absorbable ». La **vigilance est de mise** pour les prochains jours, notamment à cause de « l'effet retard », qui provoque des symptômes chez les populations les plus fragiles jusqu'à cinq à dix jours après un épisode de canicule.

Entre dimanche et lundi, les appels aux deux SAMU de Seine-Maritime ont augmenté de **6,6 % pour Rouen, et 18,4 % pour le Havre**. Une augmentation à prendre avec prudence, avec la Fête de la musique organisée dimanche soir.

16h53. Le Havre s'approche des 40 degrés

Peu avant 17 heures, le thermomètre affichait 37 degrés au Havre (selon les données de Météo Ciel). La nuit passée, la cité Océane a franchi un record avec 25 ° affichés tout au long de la nuit. Qu'en sera-t-il les prochains jours ?

16h05. Où se rafraîchir au Havre ?

Un peu avant 16 heures, le thermomètre affichait 36 degrés au Havre. Alors pour vous rafraîchir un peu, nous vous proposons [une liste d'endroits](#) dans la cité Océane où l'air est plus respirable.

Les bons gestes à adopter

La préfecture de Seine-Maritime donne quelques bons réflexes à adopter pendant cet épisode caniculaire :

- En cas de malaise ou de troubles du comportement, appeler un médecin
- Accompagner les personnes âgées dans un endroit frais
- Pendant la journée, fermer volets, rideaux et fenêtres
- Aérer les logements durant la nuit
- Utiliser ventilateur et/ou climatiseur lorsque cela est possible
- Se rendre dans un lieu frais ou climatisé (grandes surfaces, cinémas, équipements publics...) au moins trois heures par jour
- Mouiller son corps plusieurs fois par jour à l'aide d'un brumisateur, d'un gant de toilette ou en prenant des douches ou des bains
- Boire au moins 1,5 litre d'eau par jour, même sans sensation de soif
- Limiter la consommation d'alcool
- Éviter de sortir aux heures les plus chaudes
- Portez également une attention particulière aux animaux

14h45. Le CHU et le GHH s'organisent

Population fragile oblige, les hôpitaux s'organisent face à cette **canicule historique**. Ainsi, le [CHU à Rouen](#) a activé lundi son plan canicule « qui comprend un volet hôpital en tension », précise le centre hospitalier. Réunion quotidienne, recommandations régulières des réflexes, zone rafraîchie à la cafétéria et dans la galerie de l'établissement, etc.

Idem au sein du [Groupe Hospitalier du Havre](#) où il sera possible pour les salariés d'adapter ponctuellement les horaires de travail. Le télétravail peut aussi être proposé aux agents sous réserve que cela soit compatible avec leurs missions.

14h33. Les transports en commun gratuit à Rouen

La métropole Rouen Normandie a annoncé la **gratuité des transports en commun** pour ce mercredi 24 juin en raison de cette pollution à l'ozone.

Et d'indiquer : « Celle-ci [la pollution] s'exerce sur tout le département de Seine-Maritime. À cette occasion, les transports en commun seront 'gratuits' sur l'ensemble du Réseau Astuce. »

13h25. Le département pollué par l'ozone

Conséquence de cette canicule, la qualité de l'air ambiant se dégrade en Seine-Maritime. Ce mercredi 24 juin, la « procédure d'information-recommandation » est activée par le préfet pour l'ensemble du département, à cause d'un niveau élevé d'ozone dans l'air.

12h. La Seine-Maritime passe en alerte rouge

Comme annoncé par le préfet ce lundi 22 juin, le département passe en alerte rouge canicule à midi, et ce jusqu'à jeudi 25 juin inclus. Cet épisode intervient après que la France a connu **sa nuit la plus chaude** jamais enregistrée, avec une moyenne nationale de 21,6 °C.

11 h15. Les horaires adaptés dans les champs et en forêt

Qui dit alerte rouge dit **aménagement des horaires**. Des arrêtés préfectoraux interdisent ainsi les travaux agricoles dans les champs entre 13 h et 18 h, idem pour les travaux forestiers. À l'inverse, la préfecture autorise « certaines activités professionnelles bruyantes à démarrer plus tôt à partir de 6 h le matin ».

10h45. À Yvetot, la Ville ferme les écoles et les équipements sportifs

Toutes les villes ne réagissent pas de la même façon à l'alerte rouge. À [Yvetot](#), la maire Dominique Taladun Chauvel a « décidé la **fermeture exceptionnelle** de l'ensemble des écoles maternelles et élémentaires de la commune les lundi 22, mardi 23 et jeudi 25 juin 2026 ».

En compensation, la Ville « maintient un service minimum d'accueil pour les enfants des écoles publiques à l'Accueil de Loisirs, avec une prise en charge de 7 h 20 à 18 h 30 et la fourniture d'un pique-nique par la restauration scolaire ». L'école privée Sainte-Michel s'organise de son côté.

La Ville ferme également l'ensemble de ses **équipements sportifs municipaux** jusqu'à jeudi 25 juin inclus. « Durant cette période, toute pratique sportive sur ces sites est interdite afin de prévenir les risques liés aux températures extrêmes. »

10h20. Une canicule « inédite »

À l'instar de la Seine-Maritime, les quatre autres départements normands sont également en alerte rouge canicule. Une situation « inédite » d'après le préfet.

9h50. Comment les crèches s'adaptent à la canicule

À Rouen comme ailleurs, la vigilance est accrue pour les tout-petits. Dans les crèches, qu'elles soient municipales, privées ou associatives, comme dans les structures d'assistantes maternelles, on s'adapte à l'alerte rouge en vigueur. Plus d'infos [dans notre article](#).

9h00. Une canicule historique

Pour cette journée de mardi, la barre des **40°C** pourrait être atteinte, voire même dépassée, entre ce mardi et jeudi. Les dernières fois où l'on avait atteint de tels pics, c'était en juillet 2019 et juillet 2022. C'est la troisième fois que la vigilance rouge canicule est activée dans le département.

9h00. Se rafraîchir pendant la canicule

Pour les habitants de Rouen, nous vous avons listé plusieurs idées pour vous rafraîchir en cas de fortes chaleurs [dans notre article](#). À noter que les piscines municipales sont accessibles pour 1 euro. Même décision pour les piscines au Havre.

Dans la cité Océane, les pataugeoires de la plage et du parc François Mitterrand sont également mises en service à compter du mardi 23 juin. « Parmi les grands espaces de fraîcheur en ville figurent notamment les Jardins suspendus, le square Saint-Roch, les jardins de l'Hôtel de Ville, le parc forestier de Montgeon, le parc de Rouelles ou encore le parc Hauser », liste la municipalité.

Pour ce qui est des baignades, « il est demandé de toujours privilégier les zones autorisées et surveillées, de surveiller de manière permanente les plus jeunes et d'être particulièrement vigilant au risque d'insolation », prévient de son côté la préfecture.

8h20. Des points d'eau installés sur le territoire rouennais.

La Ville de Rouen a fait savoir que plusieurs points d'eau ont été installés sur l'ensemble du territoire.

Sur la rive droite : place Alfred-de-Musset, cimetière du Nord, cimetière Monumental, square Verdrel, jardin de l'Hôtel de Ville, parvis de l'hôtel de Ville, place Saint-Marc, quai bas rive droite, cimetière de l'Ouest, jardins Jean de Verrazane, place Martin-Luther-King.

Sur la rive gauche : quais bas rive gauche, hangar 108, allée François-Mitterrand, jardin Saint-Sever, square du Saule Pleureur, jardin des Plantes, cimetière Saint-Sever.

Toutes les infos [ici](#).

7h50. L'usine Renault à Sandouville s'adapte à la chaleur

Face à la canicule, l'usine Renault à Sandouville, près du Havre, a pris [des mesures pour ses salariés](#).

De son côté, la préfecture de la Seine-Maritime rappelle aux employeurs « leurs obligations légales en matière de santé et sécurité » et note qu'ils doivent « intégrer le risque 'fortes chaleurs' dans le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et adapter l'organisation du travail (aménagement des horaires, réduction des cadences, rotation des tâches) afin de limiter l'exposition ».

7h20. Les examens sont maintenus

« La tenue des examens prévus ce mardi 23 juin n'est pas remise en cause », a fait savoir la préfecture de la Seine-Maritime dans un communiqué publié lundi en fin de journée. Et de préciser : « Au cas par cas, des mesures sont prises quant à la sécurité des candidats et personnels pendant les épreuves (grand oral, français) ».

Par ailleurs, les manifestations sportives sur la voie publique, en plein air ou dans des espaces intérieurs non climatisés ou rafraîchis sont interdites.

7h05. Les écoles restent ouvertes à Rouen et au Havre, mais pas partout

Lundi, près de 150 établissements scolaires de l'académie de Normandie ont fermé en raison des fortes chaleurs.

Ce mardi, **de nouvelles fermetures sont annoncées**, une cinquantaine sur l'ensemble du département. Ce ne sera pas le cas au Havre. La Ville a annoncé que « les écoles, crèches, cantines et accueils périscolaires fonctionnent normalement, avec des ajustements selon les conditions de chaleur ». Même décision à Rouen avec la possibilité laissée aux parents qui le souhaitent et le peuvent de garder leur enfant chez eux.

Du côté de Lillebonne et de Montivilliers, les municipalités ont pris la décision de fermer les écoles et les crèches. Même décision à Petit-Quevilly, dans l'agglomération rouennaise. À Harfleur, toutes les écoles de la ville seront fermées l'après-midi jusqu'à vendredi inclus.

L'ensemble du dispositif est susceptible d'évoluer au cas par cas en fonction de l'évolution des températures et des recommandations de la préfecture.

6h50. La météo prévue en Seine-Maritime

Ce mardi, le mercure va grimper. Dès la matinée, il fera 30°C avec des risques d'orages sur le

nord-est du département. Les températures continueront de monter dans la journée, avec un soleil de plomb et **39°C attendus au Havre, 38° C à Rouen**. La nuit suivante restera chaude avec des températures minimales comprises entre 19 et 23 °C.

6h30. Bienvenue sur notre direct

Bonjour et bienvenue sur notre direct. Le long de cette longue et chaude journée, nous allons vous tenir au courant de toutes les dernières informations liées à la canicule à Rouen, au Havre et dans leurs régions.

En premier lieu, n'oubliez pas de vous hydrater ! Ce mardi, les températures pourraient atteindre les 40°C par endroits.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Vigilance rouge canicule et alerte à la pollution de l'air en Normandie : les transports gratuits dans l'agglomération

Manon Loubet

2-3 minutes

La Seine-Maritime est placée en vigilance rouge canicule, mardi 23 juin 2026, et la préfecture a déclenché une procédure d'information-recommandation à la pollution de l'air par l'ozone, comme dans l'Eure et le Calvados. La Métropole Rouen Normandie a décidé de mettre en place la gratuité des transports.

La Seine-Maritime est placée en vigilance rouge canicule depuis ce mardi 23 juin 2026, à midi, comme le reste de la Normandie.

En raison des prévisions de dégradation de la qualité de l'air ambiant, indiquant un niveau élevé d'ozone, la procédure d'information-recommandation est activée par les préfectures de la Seine-Maritime, l'Eure et le Calvados, à compter du mercredi 24 juin 2026.

La préfecture de la Seine-Maritime recommande de privilégier des sorties plus brèves et celles qui demandent le moins d'effort et pour les personnes vulnérables, *"d'éviter les sorties durant l'après-midi lorsque l'ensoleillement est maximum"*.

Il faut également éviter d'utiliser des groupes électrogènes, des outils non électriques (tondeuses, taille-haie) ou des produits à base de solvants organiques (white-spirit, peinture).

Pour les déplacements, il est conseillé de privilégier les transports en commun, qui seront d'ailleurs gratuits ce mercredi 24 juin 2026 dans l'agglomération de Rouen.

Et si vous devez conduire, *"sur la route, adopter une conduite souple et modérer votre vitesse sur le réseau routier à 2 x 2 voies"*. *"Il est conseillé d'abaisser sa vitesse de 20 km/h, sans toutefois descendre en dessous de 70 km/h"*, indique la préfecture.

D'autres recommandations pour l'industrie et l'agriculture sont également préconisées comme utiliser les systèmes de dépollution renforcés ou suspendre la pratique de l'écobuage.

Plus d'informations, [ici](#).

Canicule historique : les records de température tombent les uns après les autres en Normandie

Yves Asernal

3-4 minutes

Une vague de chaleur sans précédent depuis 1945 balaie la Normandie depuis lundi 22 juin 2026. Au fil des heures, les records absolus s'effondrent station par station, remontant progressivement du sud vers le nord de la région.

La Normandie vit un épisode caniculaire sans précédent. Ce mardi 23 juin, Cherbourg-en-Cotentin a vu son record absolu en température... pulvérisé de quatre degrés d'un seul coup, du jamais vu ! Depuis lundi, les records mensuels et historiques s'effondrent dans toute la région, mais surtout dans le sud.

Dans l'Orne, Alençon dépasse 40°C, Bagnoles-de-l'Orne, 39,7°C. Dans le Calvados, Caen atteint 40,8°C, Saint-Sylvain 41,2°C. Dans la Manche, Pontorson frôle les 41 degrés.

Dans l'Eure, Louviers atteint 39,2°C et Evreux, 37,5°C ce mardi. Avec 40°C attendu demain, le record absolu de la ville à 40,3°C pourrait être battu.

Le bord de mer, lui aussi, succombe à la vague de chaleur. La côte bénéficie pourtant d'un flux marin, qui maintient habituellement les températures un peu plus fraîches. Mais pas cette fois. Même à Dieppe, le mercure a grimpé jusqu'à 37 degrés. *"La côte normande n'est plus épargnée par cette canicule, constate Nicolas Le Friant, météorologue prévisionniste. Le bouclier normand ne fonctionne plus."*

À l'échelle nationale, ce mardi 23 juin 2026 devient, officiellement, la journée la plus chaude jamais observée en France, devant le 25 juillet 2019 et le 5 août 2003. La carte de vigilance météorologique l'illustre parfaitement : si deux ou trois départements constituaient déjà un signal d'alarmes lors des précédentes canicules, c'est aujourd'hui la moitié de la France qui est en rouge. Historique !

Demain, les Hauts-de-France basculeront à leur tour en vigilance rouge repoussant encore les limites de l'inédit.

La montée en puissance de cette vague est spectaculaire. La semaine dernière, on recensait seulement 7 à 20 records mensuels battus par jour, en France. Depuis dimanche, la cadence s'est emballée.

Ce mardi, ce sont 189 records mensuels qui sont tombés en une seule journée et 6 records absolus, des records valables tous mois confondus, depuis le début des relevés météorologiques, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. *"On passe dans une autre dimension", résume*

Nicolas Le Friant.

Jeudi 25 juin, la canicule tirera normalement sa révérence, non sans un dernier coup de chalumeau sur la Normandie. Si mercredi, un petit flux marin devrait apporter un répit temporaire sur le littoral (Dieppe, 37 degrés aujourd'hui ne dépassera pas 26°C demain) le lendemain, jeudi, la chaleur va revenir en force dans toute la région, côte comprise : 40 à 42 °C attendus.

Vendredi marquera enfin le basculement vers un régime de flux d'ouest, à l'exception de l'Orne et des terres intérieures, où la chaleur se maintiendra plus longtemps.

Le Havre - Rouen - Evreux : quelle ville bétonne plus ses terres agricoles ?

Christophe Frebou

5-7 minutes

Faisons parler les chiffres. Retrouvez, toutes les deux semaines, notre rendez-vous, le Match des datas, entre plusieurs villes de Normandie sur une thématique. Cette semaine : l'artificialisation des sols.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Anoo - stock.adobe.com



Par [Christophe Frebou](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 18h40 Temps de lecture: 2 min

Zéro artificialisation nette. Pour ses détracteurs, un vœux pieux. Pour ses défenseurs, une ligne directrice, un cap à ne plus quitter. Derrière ce concept apparu en 2018, un objectif visant notamment à ralentir l'étalement urbain, les infrastructures routières et les grands projets de réindustrialisation qui participent à la perte de la biodiversité et au changement climatique.

Selon l'INSEE, 9 % des sols étaient artificialisés en 2021. Mais, au delà de la photo instantanée, qu'en est il de l'évolution ? En particulier en Seine-Maritime et dans l'Eure ?

Pour cela, il suffit de consulter le portail gouvernemental de l'artificialisation des sols où sont compilées les consommations d'espaces, commune par commune, entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2024.

Au Havre, il est de bon ton de dire que « *l'on reconstruit la ville sur la ville* », tel un clin d'oeil évident au dramatique épisode de sa démolition quasi totale en 1944. En l'espace de 14 ans, elle a consommé 332 186m² de surfaces supplémentaires. Soit 0,62 % de la surface communale nouvellement consommée. A titre de comparaison, c'est moins que Saint-Etienne (0,8 %), mais beaucoup plus de Villeurbanne (0,1 %) parmi les communes comptant à peu près le même nombre d'habitants .

A Rouen, 47 149m² ont été consommés durant la même période. Rouen est plus petite que Le Havre, c'est vrai. Tout comme le fait que Rouen n'a grignoté « que » 0,22 % de sa surface communale. Soit 2,67m² de plus par habitant entre 2013 et 2019 alors que la population a relativement stagné. La consommation de terrain s'est poursuivie au Havre malgré la diminution de la population.

A Evreux, on a transformé énormément de surface communale en l'espace de 14 ans. 392 533 m² (1,48 %) soit plus qu'au Havre. Dont plus de la moitié (220 293m²) pour de l'habitat. Et c'est d'autant plus remarquable que la commune a perdu des habitants entre 2013 et 2019.

Ce n'est pas dans les grands centres urbains qu'il faut chercher les gloutons en surfaces communales. Ainsi, Yvetot affiche 4,9 % de consommation, Sandouville et ses terrains sur la zone industrielle du Havre, 5,11 %. Grand-Couronne, ville industrielle de la banlieue de Rouen affiche le même taux (5,11 %). Saint-Jean-de-la-Neuille, une autre commune située sur une zone industrielle, fait encore plus fort avec 6,92 %.

Certaines communes rurales, là où la place est encore conséquentes, sont également concernés. C'est le cas de Beutot en Pays de Caux, avec 6,22 % de terrains consommés entre 2011 et 2024. Ou encore Grugny (5,42 %). C'est encore le cas à Bourg-Achard avec 5,57 %.

Lire aussi

[À Montivilliers, deux rues ferment à la circulation pour devenir une aire de jeu pour les enfants](#)

[Festi-valdog, un festival dédié au bien-être des chiens et de leurs maîtres, près d'Étretat](#)

[Vaste trafic de motos-cross volés au Havre et sa région : trois suspects maintenus en détention](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Canicule : la Normandie continue d'étouffer, jusqu'à 39°C attendus, la vigilance rouge se prolonge](#)



Seine-Maritime. Canicule : la vente et la consommation d'alcool interdites sur la voie publique et dans les événements festifs

Julie Hervieux

2-3 minutes

Le département est placé en vigilance rouge canicule depuis midi, ce mardi 23 juin. La préfecture a pris un nouvel arrêté.

La vente et la consommation d'alcool

Ainsi, l'arrêté signé ce mardi 23 juin stipule que *"la consommation d'alcool est interdite sur la voie publique, et la vente et la consommation d'alcool sont interdites sur les événements festifs, à l'exception des terrasses de débits de boissons et ERP (établissement recevant du public, N.D.L.R) prévus à cet effet"*.

La vente d'alcool à emporter est également interdite *"lors de manifestations festives sur tout le département jusqu'à la levée de la vigilance rouge"*, précise l'arrêté. Hier, [lundi 22 juin, un autre arrêté](#) indiquait que la vente de boissons alcoolisées à emporter était totalement interdite dans le département. C'est pourquoi, plusieurs supermarchés ont bouclé les rayons et retiré l'alcool des commandes drive ce jour. [L'arrêté du mardi 23 juin est donc plus précis.](#)

Sport, travaux, école...

L'arrêté indique également que les manifestations sportives sur la voie publique, en plein air ou dans des espaces intérieurs non climatisés ou rafraîchis sont interdites. Qu'il est interdit de tirer des feux d'artifice et d'effectuer des travaux forestiers et agricoles dans les champs entre 13 et 18 heures. Une dérogation à l'arrêté relatif à la lutte contre le bruit de voisinage, autorisant certaines activités professionnelles bruyantes à démarrer à partir de 6 heures a également été prise.

Les sorties et événements festifs scolaires sont annulés ou reportés, sauf s'ils se déroulent dans des lieux suffisamment frais et ne nécessitent pas de déplacement exposant à la chaleur, jusqu'à la fin de l'épisode caniculaire. De même, les activités d'éducation physique et sportive à l'école sont annulées, à l'exception des activités aquatiques et nautiques.

L'accueil et l'activité scolaires sont maintenus. En fonction des situations locales, et notamment de la difficulté à faire redescendre les températures dans les établissements scolaires, *"les maires, en lien avec l'Education nationale peuvent décider de fermetures totales ou partielles"*, indique la préfecture ce mardi soir dans un communiqué.

Pourquoi les piscines de la Métropole de Rouen doivent refuser des clients en pleine canicule ?

Mélanie Bourdon

6-8 minutes

Avec la vague de chaleur, les piscines de la métropole de Rouen voient leur fréquentation exploser en ce début d'été 2026. Beaucoup atteignent très rapidement leur capacité maximale d'accueil malgré des horaires et des tarifs adaptés.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La piscine Guy-Boissière de Rouen a été contrainte de refuser l'accès au public à 16h30, car la jauge maximale d'accueil était atteinte. - Photo Paris-Normandie/Gaspard Lagnel



Par Gaspard Lagnel et Mélanie BOURDON

Publié: 24 Juin 2026 à 07h14 Temps de lecture: 2 min

Ils étaient reconnaissables dans les rues de Rouen mardi 23 juin. Alors que les températures ont dépassé les 40 degrés au plus fort de la journée (Météo France), de nombreux Rouennais qui avaient osé s'aventurer en ville avaient un sac de sport sur l'épaule, ou la serviette qui débordait du tote-bag.

À bord de la ligne 11, tous sont enthousiastes à l'approche de l'Île Lacroix. La piscine Guy-Boissière vue comme remède miracle, [le bassin extérieur de 50 mètres](#) est pris d'assaut.

À 16h30, Guy-Boissière n'accueillait plus de public

Cette semaine, la Ville a composé avec les fortes chaleurs : [« piscine à un euro »](#) dans les piscines municipales Guy-Boissière et Denis-Diderot, située Boulevard de l'Europe.

La nouvelle n'a pas tardé à booster la fréquentation. Colin Van de Moortel, nouveau chef de service H2O (chargé de l'offre aquatique) à la Ville de Rouen, découvre cet engouement soudain : *« c'est un principe très connu l'été, mais pour le mois de juin c'est inédit. On a une jauge maximale d'accueil en instantané fixée à 880 personnes (à la piscine Guy-Boissière). C'est plein à partir de 15 heures ».*

Et l'impact sur le personnel dans tout ça ? *« On accueille 1700-1800 personnes sur la journée. On est à flux tendu. On est quasiment à effectif traditionnel soit 5/6 maîtres nageurs sur l'après-midi, mais on serait mieux si on en avait deux supplémentaires ».*

Victime de son succès, la piscine Guy-Boissière, située sur l'île Lacroix, a fait des déçus, faute de place. La police municipale et des agents de sécurité privée ont d'abord tenté de filtrer, avec des

entrées au « compte-goutte », avant de définitivement suspendre les entrées à 16h30.

Devant la piscine, les malheureux le déplorent : « *on a fait beaucoup de bus. On ne peut pas rentrer ?* », essaye une mère de famille. Sans succès. « *C'était sûr* », souffle un jeune avant de faire demi-tour.

« Un bien fou »

Pour les chanceux qui ont pu entrer dans le complexe, place à la détente ! Belen et Romane, étudiantes, ont organisé leur programme en fonction du temps : révisions le matin, piscine l'après-midi. L'offre à un euro ? « *Même sans ça, on y serait allées* », confient-elles.

Quelques instants plus tard, Laura et Wendy sortent du bâtiment. Elles ont passé trois heures dans le bassin extérieur. « *Profiter du soleil en étant au frais, ça fait un bien fou. On ne voulait pas sortir de l'eau* », répondent les deux amies, cheveux encore mouillés. Et avec le monde ? « *On s'attendait à pire. De toute façon, on n'y allait pas pour nager, on n'avait pas besoin de beaucoup d'espaces.* »

Car autant de clients à la piscine, au même moment, c'est un sujet qui a fait beaucoup réagir au bord du bassin : qu'en est-il de l'expérience dans l'eau ? Philippe, nageur régulier, a tranché : « *c'est dommage pour les nageurs ce genre de journées. ça devient vite n'importe quoi, on dirait plus un parc aquatique qu'une piscine. La prochaine fois, je viendrai le matin. Ou j'attendrai que l'offre se termine* ».

L'opération « Piscine à 1 € » doit prendre fin vendredi 26 juin 2026. Sa prolongation n'est pas encore actée. Caroline Mendy, élue aux Sports à la Ville de Rouen, explique : « *ce sera discuté avec le maire, il faut aussi qu'on ait un retour de nos services car on doit être en alerte constante. On ne peut pas demander à nos maîtres-nageurs d'être en alerte aussi longtemps, on va donc faire étape par étape. Mais on va forcément réfléchir à des solutions, ça devient des obligations* ».

Lire aussi



[Incendie dans les étages d'un haut immeuble à la limite de Rouen : 20 personnes hospitalisées](#)



En pleine période de canicule, le Samu social de Rouen renforce ses maraudes auprès des personnes sans-abri

5-7 minutes

Le Samu social de Rouen fera une maraude de plus qu'habituellement cette semaine à cause de la canicule © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le mercredi 24 juin 2026 à 6:31

Publié le mercredi 24 juin 2026 à 6:31

La période de canicule est très difficile à supporter pour les personnes à la rue. Les assos qui leur viennent en aide adaptent leurs actions pour qu'elles puissent affronter la météo. On a suivi le Samu social de la Croix-Rouge dans une de ses maraudes.

C'est un point de ralliement les soirs de maraude du Samu social : le camion blanc de l'asso, garé en plein milieu de la place du Vieux-Marché. *"Je viens chercher un sandwich et une bouteille d'eau, et je vais aller me reposer juste là, à la belle étoile"*, témoigne Cédric, qui dort dehors depuis quatre jours. Il a été exclu une semaine du foyer où il loge habituellement. Au pire moment, alors que la Seine-Maritime est en **vigilance rouge canicule**. *"Il y a une fontaine qui a été installée dans le square Verdrel"*, raconte-t-il quand on lui demande comment il fait pour supporter les températures. *"L'eau est bien fraîche. Je m'arrose, je m'arrose la tête, je remplis ma bouteille."*

Discours adapté à la canicule

"On va leur donner davantage de bouteilles d'eau, il faut qu'ils puissent s'hydrater", expliquent Théo et Lucie, les deux bénévoles habitués des maraudes en charge de la **distribution dans le camion**. *"On est quand même un peu plus vigilants à tous les signes de déshydratation, de fatigue, etc. On essaie de les orienter au mieux vers les points d'eau de la ville, et puis de leur donner des petits conseils pour qu'ils gardent la fraîcheur."*

Si de nombreuses personnes ce soir-là sont connues du Samu social, de nouvelles têtes font leur apparition. Anthony demande à Évelyne, la responsable des maraudes, de **l'aider à trouver une solution pour passer la nuit**, lui qui est arrivé quelques jours auparavant de Paris. Par chance, une place est libre pour deux nuits dans un foyer d'accueil. *"C'est lourd, c'est pesant, ça rajoute de la difficulté à la vie de la rue"*, témoigne Anthony, soulagé de ne pas avoir à dormir dehors. *"J'essaie de m'adapter, mais c'est pas simple, ça pique."*

Pas de parcours prédéfini

Après avoir stationné un moment place du Vieux-Marché, les bénévoles partent **en maraude**

dans les rues de la métropole de Rouen. *"On va d'un point à un autre pour trouver des gens, soit aux endroits où on sait qu'il y a du monde, soit là où on nous a signalé quelqu'un",* détaille Évelyne. *"On n'a pas de point fixe prédéfini. C'est aussi pour ça qu'on a un cahier de maraude, pour pas toujours aller aux mêmes endroits. La soirée passe très vite, on n'a pas le temps d'aller partout."*

La maraude, c'est tous les mardis, jeudis, vendredis et dimanches soirs. Et **exceptionnellement à cause de la canicule**, il y a une maraude ce mercredi 24 juin.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Alors que la vigilance rouge canicule est toujours en cours, ce mercredi, en Seine-Maritime et dans l'Eure, les agriculteurs, leur bétail et leur culture souffrent aussi de la chaleur. À Malaunay, Nicolas Vandorpe voit déjà l'effet de cette hausse brutale des températures sur ses rendements.

Le 24/06/2026

Vigilance rouge canicule en Seine-Maritime à partir de ce mardi 23 juin midi et pas de fermeture systématique des écoles. Chaque municipalité a le choix et pour celles comme au Havre dont les écoles restent ouvertes, les parents s'adaptent pour fournir un peu de fraîcheur aux enfants.

Le 23/06/2026

Ils veillent sur les plus fragiles et davantage pendant la canicule. Les aides à domicile sont encore plus vigilantes auprès des personnes âgées depuis le début des grosses chaleurs. L'Eure et la Seine-Maritime sont en vigilance rouge ce mardi.

Le 23/06/2026

Avec un mercure qui frôle les 40 degrés à l'ombre, plus de 200 écoles et collèges ont décidé de fermer ou d'adapter leurs horaires ce lundi en Normandie. Dans l'Eure, aux Damps, la commune a initié la transition écologique de son école pour mieux accueillir les enfants et leurs enseignantes.

Le 22/06/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

Normandie. SDF, marginaux... Les laissés pour compte de la canicule

Paris Normandie

7-9 minutes

Entre bitume et béton, les effets de la canicule sont démultipliés pour les sans-abris. Des personnes à risques trop souvent oubliées durant ces épisodes de fortes chaleurs.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par la rédaction

Publié: 24 Juin 2026 à 06h11 Temps de lecture: 1 min

Sur les chantiers, des travailleurs soumis à l'épreuve du mercure. Dans les usines, des horaires décalés pour juguler l'effet de serre. Des écoles fermées pour préserver les enfants. Des personnes âgées objets [d'une attention redoublée](#) afin d'éviter le traumatisme 2003.

Et il y a ceux que l'on ne voit pas. Auxquels on pense, parfois, un peu, l'hiver, pendant les plans « Grand froid ». Pourtant, les [épisodes caniculaires](#) frappent aussi durement les sans-domicile fixe. À Laval, en Mayenne, lundi 22 juin 2026, une personne sans-abri est décédée des suites d'une hyperthermie. Et si la mortalité dans la rue n'est pas une affaire de saison, chaque épisode météorologique exceptionnel amène son lot de risques supplémentaires.

« Quand je dormais dans un parking, ça gardait le frais »

À Rouen, Éric a posé sa besace près du centre commercial Saint-Sever. Il y a ses habitudes et ce muret de pierres où il vient s'asseoir quasi-quotidiennement. « *Pendant quatre ans, j'ai dormi dans le parking*, raconte Thrashy, comme il aime se faire appeler. *Ça vient du thrash metal ; j'en jouais dans un groupe. Guitare et chant.* » Les sessions avec les copains sont de l'histoire ancienne pour cet homme de 56 ans, arrivé dans la rue « *après des galères.* » La chaleur ? « *Au moins, quand je dormais dans le parking, ça gardait le frais. Et l'hiver, avec une couvrante, ça le faisait* », relate celui qui vient juste de récupérer un toit au-dessus sa tête. Sous des combles. Dans une passoire thermique : « *Avec cette météo, je suis encore mieux dehors, que dans le studio.* » Alors la journée, il attend. « *Les gens ne nous regardent pas quand il fait froid, donc quand il fait chaud... Alors, non, la solidarité...* » Pas même une bouteille d'eau fraîche ? Il rit jaune : « *Rien. Mais t'inquiète pas, pas besoin de ça pour que je m'hydrate* », lâche-t-il en désignant une bouteille de vodka bas de gamme dans son sac.

« Le premier facteur des décès précoces, ce ne sont pas les conditions météorologiques, c'est d'être à la rue. »

Bérangère Grisoni, Présidente de l'association Les morts de la rue

À moins de deux kilomètres, toujours à Rouen, le « *R* », comme il se désigne, tente de récupérer un peu de sous en gardant un œil au beurre noir sur son baluchon : « *Ah, ça ? Cette nuit, je dormais dans la rue et y'a des gars que ça amuse de venir nous mettre des coups de latte quand on dort* », se résigne-t-il. Pour le Havrais « *bloqué à Rouen* », la chaleur est compliquée à gérer : « *On connaît les points d'eau. Mais trouver des zones d'ombre, c'est tendu.* » Le soir, il compte sur les maraudes pour avaler un morceau et profiter d'une boisson sucrée « *pour un peu d'énergie.* » « *Quand on était gamin, j'ai l'impression qu'il y avait plus de vert. Là, c'est la fournaise partout*, décrit le quadragénaire qui a perdu pied et son boulot après une séparation « *très compliquée* ». « *Et maintenant, j'ai l'impression qu'il fait très chaud de plus en plus souvent. [On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de réchauffement climatique !](#)* »

Des places d'hébergement ouvertes

« *L'hiver, on ouvre des salles pour les plans « Grand froid ». Là, il faudrait des lieux climatisés,*

avec de l'eau pour s'hydrater », résume Bérangère Grisoni, présidente du collectif Les Morts de la rue. « Les villes, aujourd'hui, il n'y a plus que du béton. Et ils sont parfois délogés [des parcs où il y a de la fraîcheur](#). On en voit qui n'ont même pas un coin d'ombre et qui attendent que le temps passent, en plein soleil. » Et le collectif de confirmer que, non, il n'y a pas plus de SDF qui meurent pendant les épisodes de chaleur que le reste de l'année : « Mais ce qui est vrai, c'est que ce sont des personnes fragiles, avec parfois des pathologies non prises en charge que les fortes chaleurs peuvent aggraver. Mais, nous dénonçons les décès précoces dans des conditions indignes toute l'année. Le premier facteur des décès précoces, ce ne sont pas les conditions météorologiques, c'est d'être à la rue. Les risques environnementaux les rendent juste encore plus vulnérables. » Et l'association de militer pour un engagement politique plus marqué en faveur des personnes « sans chez soi ».

Les pouvoirs publics ont en tout cas mis des moyens supplémentaires dans la région. La préfecture de l'Eure a annoncé l'ouverture de 25 places d'hébergement supplémentaires dans le cadre du plan canicule à Vernon, Pont-Audemer et Évreux. En Seine-Maritime, 76 places d'accueil supplémentaires ont aussi été ouvertes dès le déclenchement de la vigilance jaune ; les maraudes ont également été renforcées avec une sensibilisation spécifique aux risques liés aux fortes chaleurs.

Pour venir en aide à une personne à la rue en situation de détresse, composez le 115, le numéro d'urgence sociale.

Appel gratuit.

Lire aussi



[« Emprisonnée par les fumées » : incendie d'un haut immeuble près de Rouen, 20 personnes hospitalisées](#)



Normandie. "Un épisode de canicule extrêmement intense et durable" : l'ARS se prépare à un afflux de patients dans les prochains jours

Lilian Fermin

3-4 minutes

Il a fait jusqu'à 41 degrés à l'ombre en Normandie ce mardi 23 juin. Une journée hors du commun, qui s'insère au milieu d'une semaine que l'on peut *"qualifier d'historique"*, selon Mathias Ott, directeur de l'ARS Normandie, l'Agence régionale de santé. Lui et ses équipes tenaient un point presse pour évoquer la canicule, cette vigilance rouge qui devrait vraisemblablement se maintenir jusqu'en fin de semaine sur la région, et une situation *"extrêmement intense et durable"*.

- **A lire aussi.** [Canicule. Les cinq départements normands passent en alerte rouge](#)

Situation maîtrisée

Pour autant, d'après le directeur, *"l'activité est soutenue, mais absorbable"*, pour le moment. Parmi les premiers profils touchés par des malaises et coups de chaud, les professionnels distinguent plusieurs jeunes, ou des personnes qui travaillent sur la voie publique. Entre dimanche 21 et lundi 22 juin, les appels au Samu ont augmenté de 9% en Normandie. Une augmentation à prendre avec prudence, puisqu'il s'agit d'une comparaison entre un dimanche et un lundi. *"L'accès aux urgences n'est pas une évidence"*, martèle d'ailleurs Mathias Ott, qui rappelle qu'il est obligatoire de contacter d'abord le 15. Un médecin régulateur pourra ainsi vous diriger ensuite vers les urgences si nécessaire, tout en vous précisant quel établissement privilégier.

- **A lire aussi.** [Calvados. Face à l'alerte rouge canicule, les autorités appellent à la vigilance](#)

Le pire reste à venir, prudence

Et si tous les départements, les établissements de santé, ou encore les Ehpad se sont mis en ordre de bataille, déclenchant leur *"cellule de crise interne"*, ou parfois le plan blanc de manière préventive, comme dans l'Orne, la situation pourrait empirer. *"C'est un coup de chaleur qui dure, c'est inédit"*, poursuit le directeur de l'ARS. *Même si les températures baissent en fin de semaine, le week-end s'annonce difficile, car il y aura une arrivée de personnes fragiles. On sait qu'elles peuvent décompenser plusieurs jours après la fin de la vague de chaleur. Il faut se préparer à ce flux de patients."* Même si les plus fortes chaleurs sont passées, le corps continue, lui, de souffrir. Complication rénale, respiratoire, neurologique, déshydratation... Pour les urgences, le pic de l'activité reste donc à arriver.

Les recommandations et les premiers symptômes

"Évitez de sortir entre 12h et 16h, buvez avant la sensation de soif, pas d'alcool, fermez les fenêtres et les volets en journée...", recommande Antoine Deslandes, médecin de Santé publique auprès de l'ARS Normandie. Les premiers symptômes, synonymes d'un coup de chaud, peuvent commencer par des maux de tête, un étourdissement, et aller jusqu'à des convulsions. Des vomissements, une diarrhée ou une fatigue intense sont autant de signes de déshydratation à prendre au sérieux.

Enfin, le directeur de l'ARS Normandie Mathias Ott insiste sur le risque de noyade, alors que les drames se succèdent dans le pays. *"N'allez pas là où la baignade est interdite, gardez un œil sur tous vos enfants, évitez l'alcool, c'est un mauvais cocktail"*, lance-t-il, rappelant aussi de faire attention *"au différentiel de la température de l'eau avec l'extérieur, et d'y aller progressivement"*.

Canicule. « Un épisode historique, intense et durable » : comment les hôpitaux et Ehpad font face à la crise en Normandie

Raphaël Fresnais

6-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Même en Normandie, où le climat est d'ordinaire si mesuré, les hôpitaux et services médico-sociaux font face à une vague de canicule inédite. Alors que les cinq départements sont classés « rouge » pour la première fois, l'agence régionale de santé (ARS) dévoile comment les services sont mobilisés. Pour l'heure, la situation semble maîtrisée, mais attention aux jours à venir.



Cellule de crise à l'ARS Normandie en raison de la canicule : Jérôme Dupont (médico-social), Kévin Lullien (offre de soins), Mathias Ott (directeur), Antoine Deslandes (veille et sécurité sanitaire). | OUEST-FRANCE

Publié le 23/06/2026 à 19h15

Déjà au cœur d'une crise sans précédent, l'hôpital public fait face, même en Normandie, à une nouvelle problématique. Un épisode de canicule que le directeur de l'agence régionale de santé (ARS), Mathias Ott, qualifie d'« historique, intense et durable ». Pour la première fois dans l'histoire de la région, tous les voyants sont au rouge en cette journée la plus chaude de l'histoire en France avec plusieurs records à plus de 39°C en Normandie, [plus de 40° C à Alençon et Caen](#).

Lire aussi : [CARTE. Canicule : ce mardi 23 juin est la journée la plus chaude jamais enregistrée](#)

[en France, découvrez les records](#)

Pour l'heure, mais ce point vaut surtout pour lundi, «la situation est soutenue, mais absorbable. On ne fait face à aucune situation critique, mais à des difficultés ponctuelles». Le patron de l'ARS fait là référence aux hôpitaux et établissements médico-sociaux (Ehpad, handicap). À prendre avec précaution, un lendemain de fête de la Musique, les premiers chiffres montrent une augmentation de 9 % des appels au Samu et de 18 % d'admission dans les urgences. Et là, surprise : les malaises concernent davantage les jeunes que les personnes âgées.

Ce mardi 23 juin 2026, le thermomètre a battu de nombreux records en Normandie. | MARTIN ROCHE / OUEST-FRANCE

« On craint un effet de retard d'au moins 5 jours »

Comment les autorités vont-elles gérer la suite ? Clairement, il n'y aura pas de moyen supplémentaire, faute de bras. L'ARS veille dès lors à réorganiser les hôpitaux : «Décaler ou annuler des congés, décaler certaines consultations, prioriser les prises en charge». [Le Plan Orsan est activé au niveau 2](#). Le plan Blanc a déjà été déclenché à titre préventif dans l'Orne. Selon l'ARS, 80 % des établissements médico-sociaux ont engagé le Plan Bleu. «383 Ehpad sont accompagnés», détaille Jérôme Dupont, en charge de l'autonomie à l'ARS.

Lire aussi : [Pic à 40,8 °C, jusqu'à plus de 45 °C de température ressentie : le record absolu battu à Caen, au cœur de la canicule](#)

Ce qui alerte les autorités, c'est la durée de cette canicule. «On craint un effet de retard d'au moins 5 jours, en particulier chez les personnes âgées, explique Mathias Ott. On s'attend à un week-end difficile dans les urgences et on s'y prépare.» Une vigilance s'applique aussi aux baignades : [«On compte déjà 40 noyades à l'échelle du pays»](#). La vigilance rouge est prolongée au moins jusqu'à ce jeudi.

Le centre hospitalier d'Elbeuf ouvre une cellule de crise pour faire face à la canicule

Frédérique Thullier

5-6 minutes

Le centre hospitalier intercommunal Elbeuf/Louviers/Val-de-Reuil, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, a mis en place des mesures exceptionnelles et déclenché le plan Blanc pour affronter la canicule.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Des mesures sont mises en place pour les patients et les soignants. - Paris Normandie



Par [Frédérique Thullier](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 17h41 Temps de lecture: 1 min

À températures exceptionnelles, mesures tout aussi exceptionnelles. Le centre hospitalier intercommunal Elbeuf/Louviers/Val-de-Reuil a ouvert une cellule de crise pour faire face à la canicule que subit la région en cette quatrième semaine de juin 2026.

Afin d'anticiper les tensions des jours à venir, elle a décidé de déclencher le niveau 1 du plan blanc, plan de mobilisation interne de l'établissement.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Dès le lundi 22 juin, quelques heures avant que [la préfecture annonce le passage de la Normandie en alerte rouge](#), une équipe pluriprofessionnelle de soignants s'est réunie à [l'hôpital des Feugrais](#) pour se préparer à lutter au mieux contre la chaleur extrême.

Hydratation et ventilation

« Des mesures concrètes ont été déployées pour protéger patients, résidents et professionnels, indique l'établissement hospitalier. Le renforcement de l'hydratation, avec des points d'eau dans tous les espaces, et l'organisation de tournées d'hydratation pour les personnes les plus vulnérables sont en place. Pour limiter la chaleur dans les locaux, les volets et les stores sont fermés, les pièces sont aérées la nuit et la sollicitation de ventilateurs mobiles est renforcée. »

Des salles climatisées sont par ailleurs accessibles à l'ensemble du personnel sur les deux sites principaux : à Elbeuf, la salle vidéo et la salle de repas des secteurs « Soins médicaux et réadaptation » notamment ; à Louviers, au moins une salle climatisée par étage.

Salles climatisées

Par ailleurs, les conditions de travail sont aménagées avec des adaptations d'horaires ou le

recours au télétravail lorsque cela est possible. Une réflexion est aussi en cours concernant les parcours patients afin d'éviter les zones les plus exposées à la chaleur. Enfin, la vigilance est renforcée sur le stockage des produits sensibles aux températures élevées.

L'objectif des équipes est ainsi de garantir la sécurité, le confort et la continuité des prises en charge dans les meilleures conditions.

La cellule de crise se réunira deux fois par jour jusqu'à la fin de l'épisode caniculaire afin d'assurer un suivi continu de la situation sur l'ensemble des sites.

Lire aussi



[Six prévenus condamnés après une rixe au centre de rétention d'Oissel, près de Rouen](#)



[Horaires, tarifs, fréquentation... Quelles piscines choisir du côté de Rouen, en pleine canicule ?](#)



Canicule en Normandie. Gare à « l'effet retard », ces risques qui se manifestent en décalé...

Anthony Quindroit

~4 minutes

Si les services de santé sont mobilisés pour la période de grandes chaleurs en Normandie, l'Agence régionale de santé alerte sur les risques post-canicule. Une décompensation moins connue du grand public.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Anthony Quindroit](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 19h32 Temps de lecture: 1 min

« *Dans les services d'urgence, l'activité est, jusqu'ici, soutenue mais absorbable* », soutient Matthias Ott, directeur général de l'ARS, lors d'un point d'étape présenté mardi 23 juin 2026.

Les services hospitaliers sont pleinement mobilisés. En prévention, certains établissements ont déjà déclenché leur Plan blanc afin de garder le personnel [soignant en alerte](#). Les centres de régulation sont également musclés pour permettre, lors des appels vers le Samu, d'orienter les patients potentiels vers la médecine de ville et autres praticiens impliqués et ainsi éviter d'engorger les services d'urgence.

« Au moins cinq jours après la période de canicule »

Car [s'il y a le gros coup de chaud](#), l'ARS alerte également sur un effet moins connu de ces épisodes caniculaires et qui risque de provoquer « *un week-end difficile* » : « *Ce que l'on appelle l'effet décalage, des problèmes de santé qui se déclarent à distance de la canicule : des complications rénales, respiratoires, neurologiques, un impact sur la santé mentale... Il peut y avoir un effet retard sur au moins cinq jours après la période de canicule* ». Une décompensation qui peut s'étaler « *sur au moins cinq jours après la canicule*. »

Autre aspect évoqué, dans les établissements médico-sociaux, notamment les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et les centres pour personnes en situation de handicap, le Plan bleu a été déclenché : rappel de personnel, pièces rafraîchies (ouvertes, en fonction des besoins des communes, à des personnes âgées extérieures aux établissements)...

Lire aussi



[Ils vivent la canicule dans une bouilloire thermique : « J'ai peur que la température augmente encore »](#)



Canicule : face au risque d'incendie en forêt, trois départements de Normandie lancent des patrouilles de surveillance

Vivien Duval

6-7 minutes

En raison de la canicule, les forêts de Normandie sont en risque sévère d'incendie, d'après Météo-France, ces mardi 23, mercredi 24 et jeudi 25 juin 2026. Les préfectures de l'Orne, de Seine-Maritime et de l'Eure ont déclenché des patrouilles de surveillance et/ou d'intervention rattachées à l'Office national des forêts au cours de cette période, pour anticiper tout départ de feu.



Les préfectures de l'Orne, de Seine-Maritime et de l'Eure ont déclenché des patrouilles de surveillance pour prévenir tout risque d'incendie pendant cet épisode de canicule. Photo d'illustration. | ARCHIVES MATHIEU PATTIER / OUEST FRANCE

Modifié le 23/06/2026 à 15h53 Publié le 23/06/2026 à 15h36

Pour faire face aux risques d'incendies en forêt en cette période de canicule, trois départements normands prennent des mesures de précaution.

En raison des fortes chaleurs dans la région, les forêts [de Normandie](#) sont en risque sévère d'incendie ces mardi 23, mercredi 24 et jeudi 25 juin 2026, d'après les indices de Météo-France. L'ensemble de la région a été placé [en vigilance rouge canicule](#).

Les risques de feu de forêts décuplés en période de canicule

Dans ce contexte, les préfectures de l'Orne, de la Seine-Maritime et de l'Eure ont déclenché des

patrouilles de surveillance et/ou d'intervention pour ces mardi 23, mercredi 24 et jeudi 25 juin 2026.

Ces dernières sont rattachées à l'Office national des forêts (ONF). Il s'agit de l'établissement public directement rattaché aux ministères de la Biodiversité et de l'Agriculture. Sa mission consiste à gérer les plus de 15 000 forêts publiques françaises.

Lire aussi : [CARTE. Vigilance rouge en Normandie : combien de fois le dispositif a-t-il été activé depuis 2002 ?](#)

L'ONF précise que les risques d'incendies en forêt sont décuplés en période de canicule. Les températures élevées, la sécheresse et les vents rendent la végétation vulnérable et augmentent considérablement le risque de feux de forêt. D'après l'établissement public, neuf feux sur dix sont d'origine humaine.

Dans un communiqué, il rappelle qu'il est interdit de fumer en forêt.

Trafic de téléphones portables à la prison de Rouen sur fond de soupçons de corruption d'agents pénitentiaires

Le Poulpe

10–12 minutes

Selon des informations recueillies par Le Poulpe, un vaste trafic de téléphones portables a été mis au jour au sein de la maison d'arrêt de Rouen, impliquant des surveillants pénitentiaires et où il est question d'un très proche du criminel Mohamed Amra. L'affaire sera bientôt jugée à Rouen.

L'affaire devrait, une fois encore, braquer les projecteurs sur les turpitudes de toute nature au sein de [la maison d'arrêt Bonne Nouvelle de Rouen](#). Avec, en prime, des questions autour de possibles liens avec la tentaculaire enquête sur l'évasion sanglante au péage d'Incarville de Mohamed Amra, l'un des détenus les plus célèbres de France.

Selon nos sources, un détenu, son ex-conjointe et une surveillante de prison de 44 ans vont comparaître dans quelques jours devant le tribunal correctionnel de Rouen dans le cadre d'une affaire visant les infractions de corruption, active et passive, et la remise ou la sortie irrégulière par gardien d'argent liquide et objets pour le compte de détenus. Toutes les personnes mises en cause dans ce dossier demeurent présumées innocentes à ce stade.

Signe du degré de sensibilité élevé de ce dossier, c'est le procureur de la République de Rouen Sébastien Gallois en personne qui a suivi ce dossier et qui devrait porter l'accusation lors de l'audience qui se tiendra le 3 juillet. Les investigations ont été menées par des spécialistes de la police judiciaire de Rouen, témoignant, là aussi, de l'importance du dossier.

D'après les informations du *Poulpe*, la procédure fourmille de références plus ou moins directes au détenu parmi les plus célèbres de France ou à l'un de ses très proches, Jean-Charles P..

Tout démarre à l'été 2024 avec l'ouverture d'une première enquête par le commissariat central de Rouen. La procédure se base sur plusieurs rapports de surveillants pénitentiaires citant le comportement pour le moins singulier de l'une de leurs collègues. Selon le premier de ces rapports, cette dernière ne se serait pas prêtée aux contrôles habituels de sécurité lors de sa prise de service.

En l'espèce, le fait de franchir le portique de sécurité en dépit du déclenchement de la sonnerie ou encore d'avoir sollicité instamment son affectation à un poste au sein de l'une des divisions de la maison d'arrêt.

Un autre témoignage est encore plus précis, révélant que la surveillante portait un sac lors du franchissement du portique. Au déclenchement de la sonnerie, elle aurait incriminé son portable, pourtant interdit, avant de rebrousser chemin, refusant de se prêter à un contrôle approfondi.

Les témoignages évoquent aussi un événement plus qu'étrange : alors qu'elle ouvrait une cellule tôt le matin, ladite surveillante aurait déposé un sac noir à l'entrée, procédure d'ouverture qu'elle a effectuée seule, en violation du protocole réglementaire.

Un énième rapport rédigé par un responsable de division mentionne les confidences d'un détenu à propos de la surveillante qui, selon lui, était « *connue pour ramener des colis de l'extérieur pour les détenus* ».

De manière générale, police et justice semblent ne pas avoir voulu creuser davantage

Dans son rapport, l'un des fonctionnaires soupçonne en outre la surveillante d'entretenir des échanges réguliers avec Jean-Charles P., mis en examen pour complicité d'évasion et d'assassinat, considéré comme l'un des plus proches de Mohamed Amra surnommé "la mouche" dans le milieu criminel. À l'époque, Jean-Charles P. est incarcéré à Rouen.

Les investigations ont révélé que la surveillante était en butte à des difficultés financières mais souffrait en même temps de mégalomanie. À l'occasion de son mariage, elle n'avait pas hésité à financer un vol en hélicoptère pour rejoindre Canteleu où se tenait la réception. Au final, elle est la seule fonctionnaire à être renvoyée devant la justice.

Certains de ses collègues avaient pourtant également été mis en cause au cours de l'enquête. Le détenu cité plus haut avait encore nommé un autre surveillant connu lui aussi pour livrer des colis aux détenus.

Selon nos informations, ce surveillant n'a pas été inquiété. Il en va de même pour un couple de surveillants placé en garde à vue mais mis hors de cause au final. De manière générale, police et justice semblent ne pas avoir voulu creuser davantage ni couvrir un trop large spectre des personnels pénitentiaires en question.

Dans son rapport, le responsable de division déjà cité désigne ainsi d'autres surveillants susceptibles d'être impliqués dans « *des trafics* ». Une lettre anonyme, possiblement rédigée par un détenu, dénonce ainsi, et la surveillante poursuivie, et quatre autres personnes qui, selon lui, auraient également fait entrer des marchandises interdites en prison.

L'ensemble des éléments issus de la procédure initiale est ensuite repris par le procureur de la République Sébastien Gallois lors de l'ouverture de sa propre enquête un an plus tard, à l'été 2025.

Cette nouvelle procédure est déclenchée par le long signalement de la directrice de la maison d'arrêt de Rouen, Élise Theveny. Dans ce document, la fonctionnaire mentionne les fouilles effectuées dans trois cellules dans lesquelles des objets interdits en détention ont été découverts.

Dans la première cellule qu'occupe un individu mis en cause pour association de malfaiteurs dans le dossier Amra et placé à l'isolement depuis son arrivée, les surveillants découvrent « *un iPhone, 2 cartes SIM, un câble USB, une demi-lame de scie à métaux et 6 embouts à dévisser* ».

Dans son signalement, Élise Theveny déclare également la découverte, en mai 2024 dans la cellule de Jean-Charles P., déjà cité précédemment, « *de 2 blocs chargeurs, 3 câbles USB, une box internet 4G Orange et divers autres objets, par définition non "cantinables" et ne pouvant pas avoir été projetés dans la cour de l'établissement* ».

Le rapport de synthèse établi par la PJ indique au passage que « *la piste d'une complicité interne avait été évoquée sans que les investigations administratives entreprises ne puissent la confirmer* ».

La dernière des trois fouilles se déroule aussi à l'été 2024 et concerne Julien Leuridan, condamné pour un meurtre perpétré en plein centre-ville de Rouen il y a quelques années.

Au terme des investigations, il est considéré comme l'instigateur d'un vaste trafic de téléphones portables au sein de la maison d'arrêt. Il est actuellement détenu au centre de détention de Val-de-Reuil et identifié, selon nos informations, comme proche de Jean-Charles P.. Contacté par *Le Poulpe*, son avocat n'a pas donné suite.

Dans sa cellule, les personnels pénitentiaires ont mis la main sur « *plusieurs objets dont un chargeur iPhone, plusieurs téléphones portables, un routeur WIFI4G/5G et une console de jeux de type Switch* ».

Il a été placé en garde à vue en mars 2026, à l'instar de son ex-conjointe, de la surveillante impliquée et du couple de surveillants finalement relaxé sans poursuites. Il a dans un premier temps fait valoir son droit au silence avant de reconnaître les faits et de lever un coin du voile sur les coulisses de la maison d'arrêt.

Il avoue « *avoir eu recours à la complicité d'un ou plusieurs surveillants pénitentiaires pour développer son trafic moyennant une contrepartie financière, précisant que ce système avait été mis en place à l'initiative de surveillants lui ayant proposé "ce service"* ».

Lors de la perquisition au domicile de la surveillante, les policiers notent que le logement est meublé et décoré avec goût, laissant supposer « *un niveau de vie confortable* ». Dans le dressing, de nombreux vêtements de marques prestigieuses sont découverts..

Confrontée aux témoignages à charge de ses collègues, et singulièrement l'épisode du sac, la fonctionnaire nie la commission de toute infraction en lien avec son travail.

Pour sa part, l'ex-compagne de l'instigateur présumé du trafic de téléphones portables a reconnu avoir participé, une fois au moins, au transfert d'espèces, de cartes SIM et de téléphones mobiles à l'extérieur de la maison d'arrêt.

Lors de sa garde à vue, elle reconnaît avoir rencontré un surveillant pénitentiaire rive gauche et lui avoir remis plusieurs téléphones portables. Ce surveillant ne sera pas identifié. La jeune femme déclare avoir agi par amour pour son ex-conjoint dont elle a un enfant et avoir subi une forme de « *chantage affectif* », sans avoir conscience d'avoir commis un délit de corruption.

Quant au couple de surveillants mis hors de cause au final, les policiers se sont beaucoup intéressés au comportement singulier de l'homme, surtout lorsqu'il s'est entretenu avec l'instigateur présumé du trafic de téléphones portables juste après la fouille de sa cellule et la découverte de ces objets.

Les officiers de police se sont aussi penchés sur les liens d'amitié entre ce couple et la surveillante mise en cause. Lors de l'épisode du sac, tous trois étaient en effet en poste dans la division 1. De quoi faire laisser fortement planer le soupçon d'une opération de remise de téléphones organisée en concertation. Sans pour autant aboutir à des poursuites contre le couple faute d'éléments suffisamment probants.

Au-delà de ces cas individuels, au vu de la période visée par l'enquête, l'année 2024 en l'occurrence, des questions se posent quant au possible lien entre « *cet important trafic de téléphones* », confor la PJ, et l'évasion de Mohamed Amra en mai 2024.

À l'occasion des gardes à vue, les policiers ont d'ailleurs posé des questions précises à certains des mis en cause sur la journée du 14 mai 2024, jour de l'évasion sanglante de Mohamed Amra. Des objets ayant servi à la logistique de l'opération d'évasion, dont ceux retrouvés dans la cellule de Jean-Charles P., auraient-ils pu avoir été introduits à la maison d'arrêt de Rouen grâce à la filière qui vient d'être démantelée ?

Si tel était le cas, cela pourrait signifier que des surveillants pénitentiaires auraient contribué indirectement à l'évasion sanglante de la Mouche au péage d'Incarville de l'A13, qui a fait deux morts parmi leurs collègues.

À cette heure, selon nos informations, rien ne permet de l'affirmer. En tout état de cause, cette affaire démontre une nouvelle fois à quel point les prisons françaises s'apparentent à des passoires, *a fortiori* par des complicités au sein même de l'administration pénitentiaire.

À Dieppe, la Protection judiciaire de la jeunesse réclame du renfort : « Le temps nous manque ! »

Aude Alexandre

5-6 minutes

L'Unité éducative de milieu ouvert (UEMO) dieppoise a perdu trois éducateurs depuis le mois d'avril. L'ensemble de l'équipe s'est réunie ce mardi 23 juin devant le tribunal pour dénoncer l'absence de compensation de la part de l'administration et demander le renfort d'éducateurs.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par Aude Alexandre

Publié: 23 Juin 2026 à 17h11 Temps de lecture: 2 min

Le défaut de prise en charge des jeunes auteurs d'infractions (entre autres) : c'est ce qu'ont dénoncé, notamment, [les éducateurs de l'UEMO \(Unité éducative de milieu ouvert\) dieppoise](#), touchés par un grave manque de personnel. Réunis devant le tribunal de Dieppe ce mardi 23 juin, ils déplorent que la situation rende quasi-impossible la réalisation de leur mission première : le suivi éducatif.

Alexandre Dewerchin, secrétaire général de l'UEMO de Dieppe, regrette le manque de temps dû au sous-effectif : « *Parfois nous n'allons pas voir un jeune pendant un, deux, trois mois parce que le temps nous manque.* » Il souligne également que les jeunes concernés viennent de familles précaires, dans des zones très reculées et pour lesquelles il est difficile de se déplacer : « *En moyenne, un jeune habite à quarante minutes de notre siège. Notre temps de déplacement, c'est du temps en moins avec les jeunes.* »

« *La promotion des éducateurs PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse) va sortir début juillet et nous nous attendons à ce qu'il y ait un des postes pour le renfort des titulaires. L'administration a tendance à renforcer les équipes par le biais des contractuels mais ce sont des contrats précaires. Nous avons des jeunes qu'on est amenés à suivre pendant six mois, un an, deux ans et ça les amène à changer d'interlocuteur ; le lien de confiance n'est par conséquent pas établi. C'est délétère pour les jeunes et les familles qu'on accompagne.* »

Une inquiétude quant au risque de récidive

Selon Alexandre Dewerchin, qui plaide pour un changement de stratégie et de priorité dans la politique pénale des mineurs actuels, cette situation entraverait la réinsertion des jeunes. « *On nous parle de manque de moyens. Nous on pense surtout que les moyens qui sont dévolus à la protection judiciaire de la jeunesse actuellement sont plus consacrés aux lieux de détention. On oublie qu'il y a tout un travail de milieux ouverts qui doit jouer dans la prévention et dans la protection de l'enfance et les moyens alloués sur les lieux privatifs de liberté ne sont pas, de notre point de vue, éducatifs. Si on intervient avant plutôt qu'après, l'administration fera des économies.* »

Lire aussi



Un incendie en cours dans un immeuble près de Rouen, tous les habitants évacués

Kanwaljit Singh

~2 minutes

Un incendie s'est déclaré dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 juin 2026 dans l'appartement d'un immeuble à Bihorel, près de Rouen. 20 victimes en urgence relative ont été transportées à l'hôpital. 77 sapeurs-pompiers sont toujours mobilisés.

["Plusieurs déflagrations" entendues, indique une personne sur le réseau social Facebook.](#) Un incendie s'est déclaré dans la nuit du 23 au 24 juin à Bihorel, près de Rouen, en Seine-Maritime. Le feu a pris dans un appartement situé au deuxième étage d'un immeuble situé rue Louis-Lumière avec des fumées importantes dans les communs.

Alertés dans la nuit, les sapeurs-pompiers sont rapidement intervenus. Par mesure de sécurité, les occupants de l'immeuble, qui pour certains ont inhalé de la fumée, ont été évacués par les secours et redirigés vers un centre d'accueil.

Selon le Sdis 76, l'incendie a fait 20 victimes, toutes prises en charge en urgence relative et transportées vers les hôpitaux de l'agglomération rouennaise. Le gaz a été coupé par GRDF pendant l'intervention.

77 soldats du feu sont mobilisés. L'intervention est toujours cours. Les circonstances exactes du départ de l'incendie ne sont pas connues pour le moment.

« Un bruit de déflagration » : un incendie se déclare dans un immeuble près de Rouen, les habitants évacués

Adrien Filoche

2-3 minutes

Un incendie s'est déclaré dans la nuit du 23 au 24 juin 2026 sur la commune de Bihorel (Seine-Maritime), près de Rouen. Le feu a touché un appartement situé au 12e étage.

Sur le même thème

[Incendie](#)

[Pompiers](#)



Un incendie s'est déclaré dans la nuit du 23 au 24 juin 2026 sur la commune de Bihorel (Seine-Maritime), près de Rouen. Le feu a pris dans un appartement au 12e étage (©Image transmise par un lecteur)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 24 juin 2026 à 7h28

Un [incendie](#) s'est déclaré dans la nuit du 23 au 24 juin 2026 sur la commune de [Bihorel \(Seine-Maritime\)](#), près de [Rouen](#). Le feu a pris dans un appartement au 12e étage d'un immeuble situé rue Louis-Lumière. Les pompiers sont intervenus sur place et **les habitants ont été évacués**.

20 personnes transportées à l'hôpital

Il est 1h59 lorsque les secours sont alertés. Un feu vient alors de se déclarer au douzième d'un immeuble de 15 étages à Bihorel. Sur le réseau social Facebook, plusieurs internautes parlent de « bruits de déflagration » entendus.

77 sapeurs-pompiers sont mobilisés. Sur place, les secours constatent une « **fuite de gaz enflammée** » avec une **importante quantité de fumée** qui émane du bâtiment.

Plusieurs habitants ayant inhalé de la fumée se sont regroupés à l'extérieur. Les personnes évacuées sont ensuite rassemblées sur un centre d'accueil et pris en charge.

Le Sdis76 (service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime) dresse un bilan de **20 victimes**, « considérées en urgence relative » et transportées sur les hôpitaux de l'agglomération rouennaise. Côté sinistre, le gaz a été coupé par GRDF le temps de l'intervention et les foyers ont été circonscrits.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Emprisonnée par les fumées » : incendie d'un haut immeuble près de Rouen, 20 personnes hospitalisées

Christophe Frébou

5-6 minutes

Un incendie s'est déclaré au douzième étage d'un immeuble de Bihorel dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 juin 2026. Une fuite de gaz pourrait en être à l'origine.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





L'incendie a provoqué l'intervention de nombreux pompiers comme on peut le constater depuis le 15e étage de l'immeuble. - Photo DR



Par Christophe Frébou

Publié: 24 Juin 2026 à 07h44 Temps de lecture: 2 min

À leur arrivée, rue Louis Lumière, à Bihorel, sur le plateau des Provinces, à 2 heures du matin dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 juin 2026, les sapeurs pompiers du Service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime constataient une fuite de gaz enflammée avec fumée importante au douzième étage d'un immeuble en comptant une quinzaine. Déjà dans Rouen, des riverains avaient entendu des déflagrations.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Autrement dit une intervention compliquée les attendait, d'autant qu'un deuxième foyer était constaté au rez-de-chaussée.

Gros moyens sur place

C'est donc au nombre de 77, transportés à bord de 27 engins qu'ils intervenaient afin d'éteindre les deux incendies mais avant tout de porter secours aux nombreuses victimes potentielles.

À terme, 20 personnes seront ainsi transportées en urgence relative vers plusieurs hôpitaux de l'agglomération de Rouen, alors que l'ensemble des personnes concernées par le sinistre étaient, dans un premier temps, regroupé dans un centre d'accueil.





L'immeuble porte les stigmates de l'incendie. - Photo DR

« Ils nous ont dit de nous réfugier sur le balcon »

Lilly nous apporte son témoignage. Elle habite au 15e et dernier étage de l'immeuble Quercy où s'est déclaré l'incendie. *« J'ai été réveillée aux alentours de 2h du matin par une odeur de plastique brûlé et des cris. Je suis allée sur mon balcon, et j'ai vu des voisins, dehors hurler « sortez, il y a le feu ! » Dans la précipitation, j'ai préparé un sac, et mes animaux, j'ai voulu sortir de mon appartement, mais je me suis retrouvée emprisonnée par les fumées noires avec mon conjoint. Nous avons attendu les pompiers, ils nous ont dit de nous réfugier sur le balcon, sur lequel nous avons attendu presque 2h30 pour une évacuation. Nous sommes toujours en l'attente d'une décision visant à savoir si nous pouvons regagner nos logements, ou si nous devons récupérer simplement des affaires. »*

Lire aussi



[Pourquoi les piscines de la Métropole de Rouen doivent refuser des clients en pleine canicule ?](#)



Deux personnes sauvées par les secours après avoir été emportées au large du cap d'Antifer à bord d'une embarc

Kanwaljit Singh

2-3 minutes

Deux personnes ont été sauvées en mer lundi 22 juin 2026 après avoir dérivé au large à bord d'un pneumatique de plage. Une importante opération coordonnée par le CROSS Jobourg a permis leur récupération par hélicoptère.

Une intervention de secours a été déclenchée dans l'après-midi du lundi 22 juin 2026 au large des côtes de Seine-Maritime. Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) 76 a signalé au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Jobourg la présence de deux personnes dérivant en mer à bord d'un pneumatique de plage.

Face au risque d'éloignement rapide de l'embarcation sous l'effet du vent et des courants, le CROSS Jobourg a immédiatement pris la coordination des opérations de sauvetage.

Les deux personnes ont finalement été hélitreuillées par l'équipage de Dragon 76 avant d'être remises aux secours terrestres. Leur état de santé n'a pas nécessité de précisions particulières de la part des autorités.

En plus du Dragon 76, plusieurs autres moyens ont été mobilisés pour localiser et récupérer les naufragés. Le canot semi-rigide SNS 7-030 *L'Éclat* de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) du Havre a été engagé aux côtés de l'hélicoptère Dragon 76 de la Sécurité civile. Un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) a également été déployé à terre afin de prendre en charge les rescapés.

Un accident de la route impliquant un scooter et un autobus a eu lieu ce mardi 23 juin 2026 à Marolles, près de Caen (Calvados). Un jeune homme de 16 ans en urgence absolue.

Le préfet maritime rappelle l'importance de la prudence lors des activités nautiques en mer. Il souligne notamment la nécessité de se renseigner sur les conditions météorologiques, de surveiller l'évolution du vent et des courants, et d'utiliser des équipements adaptés afin d'éviter toute situation de dérive pouvant rapidement mettre des vies en danger.

Six prévenus condamnés après une rixe au centre de rétention d'Oissel, près de Rouen

Benoît Marin-Curtoud

6-7 minutes

Tous le répètent à la barre du tribunal correctionnel de Rouen : le centre de rétention d'Oissel est un lieu violent où les bagarres sont légion. L'une d'entre elles, le 19 avril dernier, a été spectaculaire.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Image prise sur le vif dans le CRA d'Oissel lors de la visite de deux parlementaires en mai 2025. -
Photo illustration Stéphanie Péron-Clément



Par [Benoît Marin-Curtoud](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 18h01 Temps de lecture: 1 min

Ambiance « cinéma » au tribunal correctionnel de Rouen. Sur l'insistance d'un prévenu lundi 22 juin 2026, sont visionnées les caméras de vidéosurveillance d'une bagarre ayant éclaté le 19 avril au centre de rétention [d'Oissel](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Plan large, longs plans séquence aussi : on y voit un Guinéen arriver tranquillement dans une salle de ping-pong.

Un autre homme se met sur sa route, un autre encore lui assène un formidable parpaing et c'est la mêlée où les visages sont indistincts, les actions confuses, les responsabilités peu claires même si un autre homme est vu shootant dans la tête de la victime, comme s'il était au Mondial.

La police intervient en masse quelques secondes plus tard, sépare les protagonistes, protège le blessé et gaze les récalcitrants qui s'étaient agglutinés autour de la mêlée. Un retenu en cours d'interpellation est projeté au sol, solidement tenu par au moins quatre policiers.

La difficile identification des prévenus

Bilan : une fracture du tibia et du nez pour la victime – qui depuis a été élargie du centre de rétention et n'a plus donné signe de vie – et trois mois au moins d'ITT, selon le légiste.

Lundi 22 juin, c'était l'épilogue judiciaire de ce « *guet-apens* » dénoncé par le procureur de la République, devant les juges du tribunal correctionnel, dont certains avaient été exceptionnellement autorisés à quitter la robe en raison de l'écrasante chaleur.

« *Les policiers – hormis l'un des six prévenus – ont mis trois jours à identifier les mis en cause. À voir ces vidéos, on ne saurait dire qui a fait exactement quoi ni même qui est exactement qui* », proteste une avocate de la défense tandis qu'une consœur rajoute : « *tout ça n'est pas sérieux* ».

Assurément, le scénario aurait été plus simple si chacun des six prévenus – des hommes de Tunisie, d'Algérie et du Maroc âgés de 21 à 31 ans, à l'identité incertaine et pour la plupart aux casiers chargés – avait avoué.

« *Je voulais les séparer* », disent les uns. « *Je n'y étais pas, j'étais dans ma chambre. C'est quelqu'un qui me ressemble* » dit l'autre. Seuls deux prévenus admettent avoir participé à la rixe.

« Le CRA n'est pas un établissement de vacances »

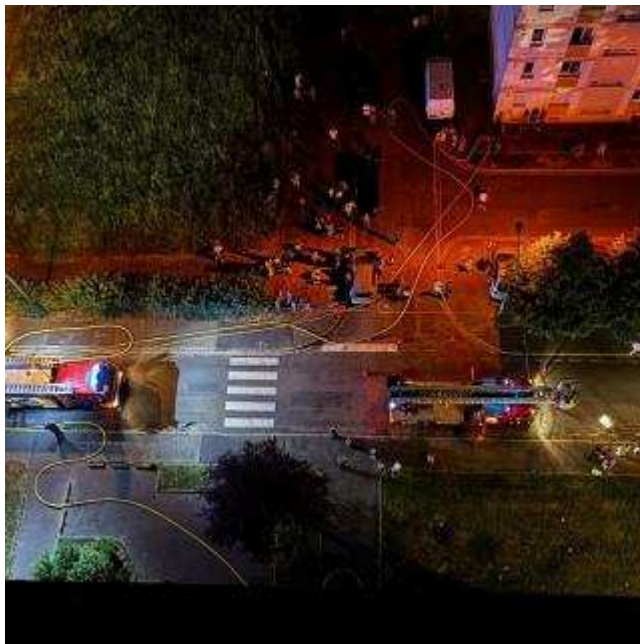
« *C'est le problème au centre, il y a toujours des bagarres* », résume un Algérien qui, avec d'autres, explique que la victime était souvent insultante, toujours en quête de mendier une cigarette ou autre chose.

« *Il y a beaucoup trop de pression au centre, on y est parkés comme des animaux* ».

« Oui, [le CRA n'est pas un établissement de vacances](#) », admet le procureur qui dénonce un « *passage à l'acte réfléchi, un guet-apens* » pour réclamer – sans détailler l'implication de chacun – des peines de 8 à 10 mois de prison et des interdictions de territoire.

Le tribunal l'a suivi en servant des peines de 8 à 12 mois de prison, en fonction des casiers judiciaires des uns et des autres, tout en maintenant les prévenus en détention.

Lire aussi



[« Emprisonnée par les fumées » : incendie d'un haut immeuble près de Rouen, 20 personnes hospitalisées](#)



Le Havre. Intrusion et dégradations dans une école du centre-ville, une enquête ouverte

Romain Huynh

~2 minutes

Alors que l'année scolaire touche à sa fin, les équipes de l'école Édouard-Herriot, au [Havre](#), s'inquiètent. Lundi 22 juin 2026, le personnel de service a trouvé, à son arrivée, les signes évidents d'une intrusion et des dégradations importantes : une porte fracturée, du café, du chocolat et même de la peinture projetés sur les murs et au sol.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des faits qui se répètent

« *Tout a été saccagé, témoigne un membre du personnel. Ils sont passés par la porte du réfectoire, en la cassant. Elle venait d'être réparée.* » C'est en effet la seconde intrusion de ce type dans cette école, en une semaine. Dimanche 14 juin, déjà, cet école située sur le boulevard François 1^{er} avait déjà fait l'objet d'une effraction. Les auteurs avaient d'ailleurs dérobé deux ordinateurs et des téléphones. « *La police était venue le lundi 15 pour faire des relevés d'empreinte...* explique le professionnel. *Ils sont revenus, une semaine plus tard, pour refaire la même chose.* »

Cette fois, pas de vol, mais des dégâts importants.

Ce mardi 23 juin, le nettoyage se termine, et la porte deux fois cassée sera condamnée.

Contactée par Le Havre Paris Normandie, la procureure de la République du Havre confirme l'ouverture d'une enquête.

Alternance : le commerce normand résiste malgré la baisse des aides

J.M

3-4 minutes

En bref

Emploi

Malgré la baisse des aides publiques, le commerce normand maintient son engagement en faveur de l'alternance. En 2025, 4 311 contrats d'apprentissage et de professionnalisation ont été signés dans la région. Une dynamique qui témoigne des besoins persistants en compétences des entreprises, notamment en Seine-Maritime.



Le commerce normand maintient l'alternance active © D.R.

Publié le 24 juin 2026 - Mis à jour le 24 juin 2026

Avec 4 311 contrats d'alternance signés en 2025, dont 4 020 contrats d'apprentissage, le commerce normand confirme sa capacité à maintenir ses recrutements malgré un environnement moins favorable. Selon l'Opcommerce, la baisse reste limitée à 5% par rapport à l'année précédente, alors même que les dispositifs d'aide à l'apprentissage ont été revus à la baisse au niveau national. Cette résistance s'explique notamment par les besoins constants des entreprises du secteur, qui continuent d'utiliser l'alternance comme un outil de transmission des compétences et de préparation des futurs recrutements.

La dynamique touche l'ensemble de la Normandie, avec une forte présence en Seine-Maritime, où se concentrent plusieurs grands pôles commerciaux. Des commerces de proximité aux grandes enseignes, les entreprises continuent d'utiliser l'alternance pour former leurs futurs collaborateurs, notamment via des formations de niveau BTS et BUT, qui représentent près d'un tiers des contrats signés dans la région.

L'alternance s'impose comme un levier stratégique de compétitivité.

À l'échelle nationale, le maintien de plus de 107 000 contrats d'alternance dans les entreprises du commerce illustre l'importance croissante de ce dispositif pour l'économie française. Face aux difficultés de recrutement observées dans de nombreux secteurs, les entreprises considèrent désormais l'alternance comme un investissement stratégique permettant de sécuriser leurs besoins en compétences à moyen terme. Cette évolution est particulièrement visible dans les secteurs du commerce et de la distribution, confrontés à des transformations rapides liées à la digitalisation, à l'évolution des comportements d'achat et au développement du commerce en ligne.

Normandie : Réseau Entreprendre découvre les enjeux stratégiques de la plateforme TotalEnergies

J.M

~4 minutes

En bref

Industrie

Réseau Entreprendre Normandie Estuaire vient d'organiser une visite de la plateforme industrielle de TotalEnergies en Normandie, réunissant lauréats, membres et partenaires de l'association. Cette immersion au sein d'un site majeur de raffinage et de pétrochimie vise à mieux faire comprendre les enjeux industriels, énergétiques et environnementaux qui façonnent le territoire normand.



Réseau Entreprendre visite TotalEnergies en Normandie © Réseau Entreprendre Normandie Estuaire.

Publié le 23 juin 2026 - Mis à jour le 23 juin 2026

La visite organisée par Réseau Entreprendre Normandie Estuaire a permis aux participants de découvrir de l'intérieur l'une des principales plateformes industrielles françaises exploitées par TotalEnergies en Normandie. Regroupant des activités de raffinage et de pétrochimie, ce complexe constitue un maillon essentiel de la chaîne énergétique nationale et un acteur économique majeur pour la région. Les entrepreneurs présents ont pu appréhender le fonctionnement d'un site industriel soumis à des exigences élevées en matière de sécurité, de performance opérationnelle et de compétitivité internationale. Les échanges ont également porté

sur les investissements engagés pour accompagner la décarbonation des activités industrielles, améliorer l'efficacité énergétique des installations et préparer les évolutions du mix énergétique. Pour le Réseau Entreprendre, cette immersion répond à une volonté de rapprocher les créateurs et dirigeants d'entreprise des grandes filières économiques qui structurent l'activité normande. L'objectif est aussi de favoriser les rencontres entre PME, start-up et grands groupes afin de faire émerger de nouvelles opportunités de coopération, d'innovation et de développement économique sur le territoire.

Industrie et entrepreneuriat : des synergies devenues stratégiques

À l'échelle nationale, les grands groupes industriels cherchent de plus en plus à renforcer leurs liens avec les écosystèmes entrepreneuriaux locaux afin d'accélérer l'innovation et d'accompagner les transformations industrielles. Face aux défis de la transition énergétique, de la souveraineté économique et de la réindustrialisation, les coopérations entre PME, start-up et industriels deviennent un levier de compétitivité. Ces partenariats favorisent la diffusion de nouvelles technologies, le développement de solutions bas carbone et l'émergence de chaînes de valeur plus résilientes.

Nexira, leader mondial des ingrédients naturels implantée à Rouen, distinguée parmi les entreprises les mieux gérées de France

Jacques-Olivier Gasly

5-6 minutes

Nexira vient d'annoncer être l'une des 49 sociétés françaises lauréates du label 2026 « Best Managed Companies » de Deloitte France. Implantée à Rouen depuis 1895, Nexira emploie près de 300 collaborateurs en France et opère dans plus de 80 pays, avec 91 % de son chiffre d'affaires réalisé à l'international. Nexira se spécialise dans la production d'ingrédients naturels destinés aux industries agroalimentaires, de la nutrition et de la santé. Cette distinction vient ainsi reconnaître non seulement la performance globale du groupe, mais aussi son ancrage territorial et sa contribution au dynamisme économique local.

Lancé en France en 2021, le programme « Best Managed Companies », fondé par Deloitte Canada il y a plus de trente ans, s'impose aujourd'hui comme un label de référence, présent dans plus de 46 pays et rassemblant plus de 1 300 entreprises. En France, il distingue notamment de grandes ETI, incarnant la force et le savoir-faire du tissu économique français.

Ce label récompense les entreprises privées pour l'excellence de leur gestion et leurs performances globales, à travers un processus d'évaluation rigoureux fondé sur quatre critères principaux : la stratégie, les ressources et l'innovation, la culture et l'engagement, ainsi que la gouvernance et les aspects financiers. Ce modèle d'analyse permet d'appréhender de manière globale et approfondie la qualité du management et la solidité des organisations.

Cette année, Nexira rejoint ainsi le cercle des 49 sociétés françaises labellisées Best Managed Companies.

Pour Nexira, cette reconnaissance s'inscrit dans une dynamique de développement portée par son plan stratégique Ambitions 2030. Celui-ci vise à accélérer la croissance du groupe tout en préservant son indépendance, autour de quatre priorités : diversification par croissance externe, innovation produit, transformation digitale et évolution managériale. Cette stratégie se traduit notamment par le développement international du groupe, le renforcement de ses capacités industrielles et la poursuite de ses investissements dans l'innovation et les ingrédients naturels.

« Nous sommes fiers de compter Nexira parmi les entreprises labellisées Best Managed Companies, aux côtés d'acteurs exemplaires, innovants et résilients qui portent haut l'excellence et le dynamisme de l'économie française » commente Guillaume Detournmignies, Associé Deloitte en charge du programme Best Managed Companies.

« L'obtention du label Best Managed Companies est une reconnaissance importante pour notre

groupe. Elle reflète avant tout l'engagement de nos équipes, qui font vivre au quotidien notre ambition de croissance durable. À travers Ambitions 2030, nous poursuivons le développement de Nexira en nous appuyant sur nos valeurs d'entreprise familiale indépendante, notre capacité d'innovation et notre ancrage de long terme dans les filières d'ingrédients naturels. » déclare, Mathieu Dondain, Vice-Président et Directeur Général de Nexira.

Fondée en 1895, Nexira est un groupe familial indépendant et leader mondial des ingrédients naturels et des extraits botaniques destinés aux industries de l'alimentation, de la nutrition, de la santé et de la cosmétique. Avec un chiffre d'affaires de 221 millions d'euros dont 91 % à l'international, Nexira compte plus de 300 collaborateurs répartis sur 6 sites de production et 8 filiales sur 5 continents, et est présent dans plus de 80 pays.

L'entreprise française a bâti sa réputation en tant que leader mondial de la fibre d'acacia (avec plus de 40 % de part de marché mondiale) et offre aujourd'hui une large gamme de produits naturels d'origine végétale aux bienfaits santé reconnus. Leur portefeuille de produits comprend des ingrédients hautement fonctionnels et nutritionnels ainsi qu'un grand nombre d'actifs végétaux pour des applications santé tels que la gestion du poids, la gestion du stress, la nutrition sportive, la santé digestive et la santé cardiovasculaire. Nexira met quotidiennement son expertise technique et nutritionnelle au service du développement de nouvelles références ou de nouvelles applications sur le marché de l'agro-alimentaire.

Créé par Deloitte Canada il y a plus de trois décennies, le programme Best Managed Companies met en lumière des entreprises privées qui se démarquent par la qualité de leur management et la pérennité de leur performance. Les organisations sont évaluées selon un cadre commun structuré autour de piliers complémentaires : vision et stratégie, culture et engagement, management des talents et innovation, gouvernance et performance financière.

Canicule. Renault Sandouville renforce encore ses mesures après le passage en vigilance rouge

Cédric Thomire

2-3 minutes

Au lendemain d'[une première série d'adaptations des conditions de travail décidées face à la canicule](#), la direction de Renault Sandouville a de nouveau réuni sa commission chaleur mardi 23 juin en début d'après-midi. Le passage de la Seine-Maritime en [vigilance rouge](#) a conduit à un nouveau renforcement des mesures destinées à protéger les salariés.

Des pauses doublées dans toute l'usine

La direction a annoncé une mesure immédiate concernant l'ensemble des salariés. Les pauses supplémentaires instaurées dans le cadre du plan chaleur sont désormais doublées. Elles passent de cinq à dix minutes aux différents créneaux prévus dans la journée, à 8 heures, 10 heures, 12h20, 14h30, 16h30 et 18h30.

Cette décision intervient alors que le seuil des 27°C, qui déclenche les mesures du plan chaleur, avait déjà été atteint dès 8h45 lundi matin dans certains ateliers selon les représentants du personnel.

- **A lire aussi.** [Canicule. Des horaires étendus dans les piscines de Lillebonne et Bolbec pour offrir un peu de fraîcheur](#)

Brumisateurs, ventilateurs et climatiseurs supplémentaires

Dès mardi matin, la direction a également engagé de nouveaux moyens matériels pour tenter d'améliorer le confort thermique des salariés. Des brumisateurs individuels ont commencé à être distribués dès mardi aux équipes de l'après-midi. Les salariés de l'équipe du matin doivent être équipés à leur tour mercredi.

Dix ventilateurs supplémentaires doivent également être installés dans les différents départements de l'usine au cours de l'après-midi du 23 juin. Enfin, vingt climatiseurs mobiles ont été commandés pour les ateliers situés à l'étage des réceptions.

Selon FO, la direction de l'usine a indiqué que quatre personnes sont passées à l'infirmerie lundi en raison de la chaleur. Elles ont pu regagner leur poste.

Fin de journée avancée

Lundi 22 juin, plusieurs mesures avaient déjà été décidées : fin de poste avancée à 19h30 pour l'équipe d'après-midi, pause supplémentaire pour l'équipe de nuit et renforcement des temps de récupération dans certains secteurs particulièrement exposés à la chaleur, notamment dans le département peinture.

Vigilance rouge canicule : comment l'agglomération d'Elbeuf fait face aux fortes chaleurs

Emilien Jacques

4-5 minutes

Depuis lundi 22 juin 2026 et le début de la canicule, les communes de l'agglomération d'Elbeuf prennent leur disposition pour aider les habitants à faire face aux fortes chaleurs. Détails.

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Vague de chaleur](#)



Face aux fortes chaleurs, les communes de l'agglomération d'Elbeuf prennent leurs dispositions pour aider les habitants à faire face. ©Archive/Le Journal d'Elbeuf

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 23 juin 2026 à 17h56

À peine un mois après la [dernière vague de chaleur](#) qui s'était répandue sur le pays, un nouvel épisode de canicule a débuté lundi 22 juin 2026. Il devrait s'étendre jusqu'à jeudi au minimum avec des températures frôlant les 40 degrés en Seine-Maritime, où l'alerte **vigilance rouge canicule** a été déclenchée. Dans [l'agglomération d'Elbeuf](#), les communes s'organisent pour aider les habitants à faire face à ces températures inhabituelles.

Communiquer au maximum

Dès les premières chaleurs, les municipalités ont rappelé les précautions de base en **communiquant** sur leurs réseaux sociaux notamment.

Dans la plupart des communes, le **Plan communal de sauvegarde** a été activé et les habitants sont invités à porter une attention particulière aux **personnes vulnérables**, à qui il est conseillé de s'inscrire sur les registres des CCAS.

Les espaces de fraîcheurs conseillés

Dans ces messages, les espaces extérieurs **ombragés** sont également conseillés. La ville [d'Elbeuf](#) mentionne ainsi le jardin Maubec, le jardin La Ruche, les **jardins** de l'Hôtel de Ville ou encore les allées arborées du Champ de foire. À [Caudebec-lès-Elbeuf](#), les horaires du **parc du Cèdre** sont aménagés et étendus de 7h à 20h.

Accès aux bâtiments climatisés

Mais même à l'ombre, les températures peuvent être difficilement supportables. Certaines structures **climatisées** sont donc ouvertes au public comme la résidence seniors **Roze de Seine**, à [Saint-Aubin-lès-Elbeuf](#), ou la résidence du Sud et **Cosy Diem**, à Elbeuf.

Vidéos : en ce moment sur Actu

À [Cléon](#), c'est l'**Ondine** qui ouvre ses portes de 9h à 21h, avec la possibilité pour les habitants d'apporter leur pique-nique et de profiter des jeux mis à disposition.

En plus de la résidence Ladam, la ville de Caudebec a, quant à elle, décidé d'ouvrir sa **mairie** au public de 9h à 17h30.

Vigilance dans les écoles

Depuis lundi, les communes de l'agglomération autorisent, voire invitent, les parents à garder leurs enfants **à domicile**. L'accueil est toutefois assuré pour ceux qui n'en auraient pas la possibilité, et chaque établissement fait au mieux pour apporter de la **fraîcheur** aux élèves.

Des systèmes de **brumisation** dans les cours d'école de Cléon et [La Londe](#), des brumisateurs également dans les salles de classe caudebecaises, des gants de toilettes humides distribués aux élèves à Elbeuf, des ventilateurs dans toutes les classes à [Tourville-la-Rivière](#)... chaque établissement use de **stratégies** pour prendre soin des plus jeunes.

À noter que le village de [La Bouille](#) met à disposition des écoles son bâtiment municipal **Le Grenier à sel**, Cléon le **théâtre des Verdures**, et Tourville-la-Rivière sa salle de spectacle climatisée.

Enfin, les communes de [Saint-Pierre-lès-Elbeuf](#) et Saint-Aubin-lès-Elbeuf ont annoncé fermer leurs établissements scolaires à **13h30**.

« Pas de solutions miracle »

Partout les municipalités sont donc à pied d'œuvre pour rendre ce pic de chaleur le plus **supportable** possible aux habitants. Mais face à ces conditions climatiques extrêmes et

exceptionnelles pour cette période de l'année, force est de constater qu'il n'existe « pas de solution miracle » comme le résume finalement le maire de La Londe, Jean-Pierre Jaouen.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026

Jérémy Chatet

5-7 minutes

Lors du conseil métropolitain du 29 juin 2026, les élus doivent acter plusieurs nouveautés et changements de tarifs pour les usagers des transports en commun rouennais à la rentrée 2026.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Le ticket carton ne sera plus vendu à partir du 1er septembre 2026 dans les transports rouennais. -
Illustration Stéphanie PÉRON CLÉMENT/PN



Par [Jérémy Chatet](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 18h16 Temps de lecture: 1 min

À la rentrée de septembre 2026, dans les transports rouennais du réseau Astuce, plusieurs changements vont concerner directement les usagers. C'est le sens d'une délibération qui doit être votée le 29 juin par les élus métropolitains.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La fin du ticket carton

C'est une petite révolution dans le système de billetterie des transports en commun. À partir du 1er septembre 2026, les tickets carton ne seront plus vendus. Seuls les titres sans contact seront disponibles.

Depuis début 2025, les rames de métro [sont équipées](#) de valideurs sans contact. Ce titre sans contact sera rechargeable sur une carte qui sera vendue vingt centimes et qui permettra jusqu'à 1 000 validations.

Pour les usagers possédant des tickets en carton après le 1er septembre, il sera possible de les utiliser jusqu'à la Toussaint grâce au maintien de 30 % d'anciens valideurs, ou de les échanger entre mi-septembre et le 19 décembre.

Les autres moyens de validation (par carte bancaire, via l'application ou par SMS) sont maintenus.

Des tarifs en hausse

Pour la rentrée 2026, la Métropole de Rouen met en place une nouvelle grille tarifaire. « *Dans un contexte économique et budgétaire difficile, il serait nécessaire d'envisager une augmentation des recettes au plus près des réalités financières et des prévisions d'inflation pour disposer de ressources pour poursuivre le développement et l'attractivité du réseau* », précise-t-elle.

Excepté le ticket à l'unité dont le tarif est maintenu à 1,80 €, quasiment tous les autres titres de

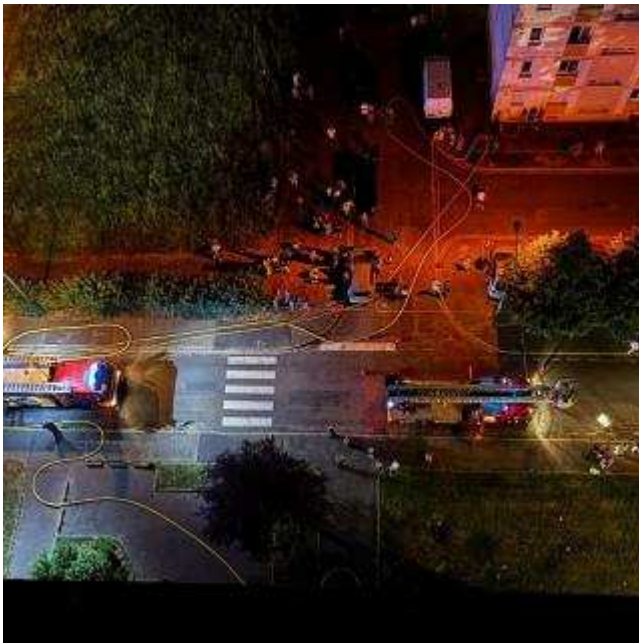
transport vont augmenter. Le carnet de 10 voyages passe de 15,8€ à 16,3€, l'abonnement mensuel de 60 à 64€, l'annuel de 536 à 548€. L'augmentation concerne également les tarifs jeunes et sociaux. L'abonnement annuel demi-tarif coûtera désormais 274€ contre 268€ en 2025.

Sur le réseau Astuce d'Elbeuf, le prix du ticket est maintenu à 1,5€. En revanche, tous les autres tarifs augmentent. Le prix de l'abonnement mensuel passe de 42 à 44€. Idem pour l'abonnement annuel de 374 à 382€.

D'après la Métropole de Rouen, cette nouvelle grille tarifaire va permettre d'augmenter de 1,9 % les recettes soit 600 000 € en plus par an.

Pour rappel, depuis 2025, les transports sont gratuits pour [les moins de 18 ans](#). Lors de sa campagne pour les municipales 2026, le maire de Rouen réélu Nicolas Mayer-Rossignol, également à la tête de la Métropole, avait annoncé vouloir [étendre la gratuité](#) des transports aux moins de 25 ans et plus de 65 ans et mettre en place une tarification sociale et solidaire.

Lire aussi



« Emprisonnée par les fumées » : incendie d'un haut immeuble près de Rouen, 20 personnes hospitalisées



"Il y a beaucoup de petits grains": à Malaunay, Nicolas Vandorpe voit déjà l'effet de la canicule sur ses champs de blé

5-6 minutes

Nicolas Vandorpe, agriculteur à Malaunay, anticipe une baisse de 20% de son rendement pour le blé. © Radio France - Manon Lombart-Brunel

Diffusé le mercredi 24 juin 2026 à 7:31

Publié le mercredi 24 juin 2026 à 7:31

Alors que la vigilance rouge canicule est toujours en cours, ce mercredi, en Seine-Maritime et dans l'Eure, les agriculteurs, leur bétail et leur culture souffrent aussi de la chaleur. À Malaunay, Nicolas Vandorpe voit déjà l'effet de cette hausse brutale des températures sur ses rendements.

Quand on se promène le long des parcelles de l'exploitation de Nicolas Vandorpe à Maromme, les champs de blé sont jaunes, beaucoup trop jaunes pour une fin juin. *"Normalement, il est encore bien vert et là on voit déjà qu'il jaunit"*, note l'agriculteur qui voit déjà les effets de cette canicule sur ses cultures. *Il y a des épis tout blancs par exemple. Et du coup celui-là, le blé, il y a beaucoup de petits grains."*

Au sol, la terre est fissurée, elle manque d'eau et cela va avoir des conséquences sur la récolte. *"Habituellement, on bat du blé au mois d'août. Mais là, les moissons vont être précoces cette année. Je pense que fin juillet et suivant la météo, il va plus y avoir de blé"*, estime Nicolas Vandorpe qui anticipe une baisse de 20 % de son rendement en blé à la fin de la récolte.

La chaleur influe sur le rendement en lait des vaches. © Radio France - Manon Lombart-Brunel

Des vaches à bout de souffle

Et Nicolas Vandorpe le sait, les choses ne vont pas s'arranger avec les années, alors il se projette. Il va falloir s'adapter : *"Il va peut-être falloir faire comme dans le sud, soit changer de culture ou sinon installer des systèmes d'irrigation, ça a un coût forcément supplémentaire."*

Et il n'y a pas que le blé qui souffre, les 45 vaches laitières de Nicolas Vandorpe aussi tirent la langue. Avec les grosses températures, elles ne sont pas trop bien. Elles cherchent l'ombre comme nous. La traite, le soir, c'est sauna, même les vaches transpirent. On voit bien, elles sont à bout de souffle. On les arrose un petit peu pour les rafraîchir, elles boivent beaucoup plus et donnent beaucoup moins de lait. *"Jusqu'à cinq litres de moins par vache et par jour de canicule, un gros manque à gagner pour Nicolas Vandorpe qui pense, pour les années à venir, installer des brumisateurs pour ses vaches."*

- [Malaunay](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

La période de canicule est très difficile à supporter pour les personnes à la rue. Les assos qui leur viennent en aide adaptent leurs actions pour qu'elles puissent affronter la météo. On a suivi le Samu social de la Croix-Rouge dans une de ses maraudes.

Le 24/06/2026

Vigilance rouge canicule en Seine-Maritime à partir de ce mardi 23 juin midi et pas de fermeture systématique des écoles. Chaque municipalité a le choix et pour celles comme au Havre dont les écoles restent ouvertes, les parents s'adaptent pour fournir un peu de fraîcheur aux enfants.

Le 23/06/2026

Ils veillent sur les plus fragiles et davantage pendant la canicule. Les aides à domicile sont encore plus vigilantes auprès des personnes âgées depuis le début des grosses chaleurs. L'Eure et la Seine-Maritime sont en vigilance rouge ce mardi.

Le 23/06/2026

Avec un mercure qui frôle les 40 degrés à l'ombre, plus de 200 écoles et collèges ont décidé de fermer ou d'adapter leurs horaires ce lundi en Normandie. Dans l'Eure, aux Damps, la commune a initié la transition écologique de son école pour mieux accueillir les enfants et leurs enseignantes.

Le 22/06/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Il construit des mini fermes dans votre jardin ou celui de votre entreprise.

Le 18/12/2025

- Entre 37 et 40 degrés sont attendus pour les températures maximales en Seine-Maritime et dans l'Eure ce lundi 22 juin. La vigilance orange canicule a été déclenchée dimanche. Pour ce début de semaine, certains maires ont décidé de laisser leurs écoles ouvertes, comme celui de Neufchâtel-en-Bray.

Comment la justice traite des violences sur mineurs ? Le tribunal judiciaire du Havre invite le public à un

Suzelle Gaube

4-6 minutes

Une réunion publique est organisée par le tribunal judiciaire du Havre, lundi 29 juin 2026 au soir. Elle est ouverte au grand public pour un échange avec la procureure et la présidente du tribunal au sujet du « traitement des violences sur mineurs ».

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





L'échange avec le grand public aura lieu dans une salle d'audience du palais de justice du Havre, lundi 29 juin 2026., à 19h. Notamment avec la procureure du Havre, Soizic Guillaume (à gauche).

- Photo d'archives Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 15h36 Temps de lecture: 1 min

Dans les suites du drame survenu le 4 juin 2026 dans le Gers, avec [le viol et le meurtre de la jeune Lyhanna](#), la présidente du tribunal judiciaire du Havre et la procureure de la République près ce tribunal, proposent « *d'ouvrir le palais de justice le lundi 29 juin 2026 à 19h au public pour échanger sur le traitement des violences sur mineurs.* », informe le tribunal judiciaire dans un communiqué.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Présenter la réalité du travail judiciaire »

L'objectif sera de « *répondre aux interrogations du public et de présenter la réalité du travail judiciaire, étant précisé que les magistrats sont soumis à un devoir de réserve* ». La communication du tribunal précise que « *cet échange ne pourra porter sur des situations individuelles* ». En plus de la procureure du Havre, Soizic Guillaume, et de la présidente du tribunal, Cécile Pochon, le barreau de la cité Océane sera également présent.

Un échange aussi pendant la journée du patrimoine

Au-delà, dans le cadre du projet plus global porté par la juridiction « *sur l'accueil depuis début 2026, le tribunal sera ouvert le samedi 19 septembre 2026 à l'occasion des journées du patrimoine* ». Comme en septembre 2025, le tribunal organisera, « *en lien avec le barreau, un "faux procès" autour d'un dossier d'agression sexuelle sur mineur* ». Un échange sera prévu avec le public à l'issue. Des visites du palais seront parallèlement organisées.

Lundi 29 juin 2026 à 19 h. Entrée libre et gratuite. Palais de Justice, 133 boulevard de Strasbourg au Havre.

Lire aussi

Dans le pays de Caux, le futur policier risque de payer cher le tir au pigeon

Guillaume Lejeune

6-7 minutes

Justice. Un élève de gardien de la paix assure ne pas avoir fourni aux gendarmes l'identité de son frère après qu'il a fait un carton sur un volatile.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Tout commence par un carton à la carabine à plomb sur un pigeon. Au final, c'est son avenir sous l'uniforme de la police qui pourrait en prendre un coup. - Photo d'illustration : Wostok Press/MAXPPP.



Par [Guillaume Lejeune](#)

Publié: 20 Juin 2026 à 11h02 Temps de lecture: 1 min

Sévère passe... d'armes ce jour de juin 2026 à la cour d'appel de Rouen. D'un côté, l'avocat général Philippe Coindeau qui ne goûte guère que les (futurs) serviteurs de l'État froissent la réputation des institutions. De l'autre, [Me Olivier Jougla](#), avocat d'un élève gardien de la paix condamné pour avoir donné le nom de son frère aux gendarmes, fort marri du ton du premier.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une affaire rocambolesque, reconnaît le ministère public. Tout part d'une journée pendant laquelle le prévenu, par ailleurs pompier volontaire dans le pays de Caux, tire à la carabine à plomb sur des pigeons. Il se fait choper pour chasse en temps prohibé. Pour l'infraction et le délit, il a été condamné à 2 600 euros d'amende en première instance par le tribunal correctionnel du Havre.

« J'ai été arrogant et très énervé »

Le jeune homme redit à la barre son incompréhension, lui qui avait l'habitude « *de travailler avec les gendarmes* » de son coin sur des interventions des secours. Le nom de son frère dans la procédure ? Une confusion d'un militaire qui l'a entendu.

« *Vous étiez alors moins affirmatif* », lui fait remarquer Philippe Coindeau. « *J'ai été arrogant et très énervé, je ne comprenais pas pourquoi j'étais accusé d'usurpation d'identité. J'ai donné mon numéro de téléphone, mon adresse, toute mon identité* », répond celui qui espère bien [mener carrière sous l'uniforme](#).

Mais elle pourrait en prendre un coup si la chambre des appels correctionnels, comme le demande le ministère public, entache définitivement son casier.

« Vous avez suivi le plus mauvais système de défense »

« *Vous avez suivi le plus mauvais système de défense* », estime l'avocat général. Convaincu de la

fausse identité, le magistrat rappelle que cette histoire de carabine à plomb et de pigeon « *relève de la plus grande stupidité. Et on n'en serait pas là si vous aviez reconnu la fausse identité !* » [Le parquet général](#) invite le Seinomarin à quitter l'école de Police.

Me Olivier Jouglà lève les yeux au ciel. « *Mon client est victime d'une méprise !* » Et de dérouler le film de l'infraction. « *Il va spontanément vers les gendarmes prévenus par des voisins.* »

L'ancien bâtonnier havrais se montre encore plus direct, pointant du doigt « *la cruauté de l'avocat général et de ses leçons de morale ! Il n'y a pas d'éléments matériels ni intentionnels, aucun stratagème. Je ne comprends pas l'acharnement. L'école de Police a été avertie illégalement par la procureure [du Havre](#). Perseverare diabolicum !* » Il plaide la relaxe.

Délibéré le 18 août 2026. En Seine-Maritime, l'ouverture de la chasse au petit gibier, donc au pigeon, débute le 21 septembre...

Lire aussi



[Fécamp. Ida Daussy fait découvrir la Normandie à une trentaine de ses étudiantes sud-coréennes](#)



Rouen : Nicolas Mayer-Rossignol élu vice-président de France urbaine

LGFR

3-4 minutes

En bref

Le maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie, Nicolas Mayer-Rossignol, a été nommé vice-président de France urbaine. Il est désormais en charge de l'emploi ainsi que des transitions économiques, industrielles et numériques. Cette nomination a été officialisée le 16 juin 2026 lors du bureau de l'association.



La nomination de Nicolas Mayer-Rossignol à la vice-présidence de France urbaine intervient dans un contexte où la Métropole Rouen Normandie cherche à renforcer son positionnement sur les enjeux industriels et économiques. En tant que président de la métropole et maire de Rouen, il est déjà engagé sur les questions de réindustrialisation, de transition énergétique et de développement des filières économiques locales. Cette nouvelle fonction au sein de France urbaine lui permettra de porter ces thématiques à l'échelle nationale et de représenter les grandes collectivités dans les discussions avec l'État et les partenaires institutionnels.

France urbaine renforce son rôle national

France urbaine assure la coordination et la représentation des grandes collectivités auprès de l'État et des partenaires institutionnels, en portant des positions communes sur les principaux enjeux économiques et territoriaux. L'organisation intervient sur des thématiques structurantes telles que l'emploi, l'adaptation des compétences aux besoins des entreprises, ainsi que les transitions numérique et écologique, qui transforment en profondeur les modèles de développement des territoires urbains. Elle constitue également un espace de concertation entre métropoles, permettant d'harmoniser les stratégies locales dans un contexte de forte concurrence territoriale et de contraintes budgétaires. La nomination d'élus issus des grandes agglomérations à des fonctions nationales illustre ainsi un renforcement progressif du rôle des collectivités urbaines dans la gouvernance économique et industrielle du pays.

Rappel du déficit ou affichage des moyens nouveaux : la communication budgétaire de l'État jugée trop dissonante

Par Philippine Ramognino

5-6 minutes

En seulement quelques années, la sémantique gouvernementale en matière de finances publiques a pris un virage à 180 degrés. Du “quoi qu’il en coûte” assumé par l’exécutif durant la crise sanitaire à l’alerte sur le “dérapage” du déficit en passant par la nécessité de gravir “l’Himalaya budgétaire”, le discours sur les comptes de l’État s’est plus que durci, notamment depuis les “années noires” de 2023 et 2024 imputables à des prévisions trop optimistes.

Lire aussi : [La pédagogie budgétaire, un passage obligé pour redresser les finances publiques selon l'OCDE](#)

Une communication publique qui a logiquement évolué en fonction du contexte et des défis apparus au fil des exercices. Mais encore faut-il que les contribuables le comprennent. Un consensus s’opère en effet autour de la nécessité de faire monter en gamme la pédagogie budgétaire, tant pour faire la lumière sur les contraintes croissantes que pour répondre aux exigences constitutionnelles. La Cour des comptes s’est penchée sur le sujet, avec la publication d’un [rapport](#) sur la communication financière de l’État, qui a été publié ce mardi 23 juin.

Premier point positif : la documentation en la matière est particulièrement riche, et les services de l’État proposent aux citoyens des synthèses fiables. Mais le caractère foisonnant de ces publications tend à démontrer ses limites. *“En dépit des efforts de pédagogie déployés, l’intelligibilité de cette communication reste faible pour les citoyens, regrettent ainsi les magistrats financiers. La dispersion de l’information sur de multiples canaux rend son accès difficile et compromet la vision d’ensemble.*

Manque de coordination interministérielle

L’une des sources de cette dispersion tient à la gouvernance de la communication financière. En l’état, il n’existe pas d’administration chargée de centraliser les informations et de parler d’une seule voix. On pourrait penser à la direction du Budget, mais la DB est avant tout chargée de définir la politique budgétaire de l’État et les outils pour la mener, sans que son décret constitutif ne fasse mention de la communication. Celle-ci figure bien dans les missions du secrétariat général de Bercy, mais sa compétence de *“définition de la politique externe et interne de communication”* est circonscrite au ministère.

Or, la Cour des comptes pointe des divergences de point de vue entre administrations dans la

manière d'aborder le budget. Lors de la présentation du projet de loi de finances, les ministères économiques et financiers auraient tendance à mettre l'accent sur la nécessité de réduire le déficit, tandis que les autres ministères seraient plus enclins à se féliciter des moyens alloués aux politiques publiques qui leur incombent. *“Ces divergences peuvent nuire à la compréhension des citoyens et réduisent la capacité de l'information à influencer leurs décisions”*, pointe le rapport.

Lire aussi : [Bercy investit TikTok pour lutter contre la désinformation en ligne](#)

Afin d'harmoniser la communication financière de l'État, et surtout de mettre fin à la *“discontinuité des messages portés”*, la rue Cambon suggère de renforcer la coordination interministérielle, en désignant une administration qui en prendrait les rênes. Dès la préparation du PLF pour 2027, le secrétariat général du gouvernement est ainsi incité à identifier la structure la plus à même de coordonner la communication des ministères sur la situation financière de l'État et leur budget.

Créer un portail unique

Selon les magistrats financiers, cette coordination accrue devrait également prendre corps. Aujourd'hui, nombre de sites proposent des informations pédagogiques, participant à la dispersion de celles-ci. Leur proposition : créer un portail unique, qui donnerait accès à l'ensemble des informations et données relatives aux finances publiques. Les services de la communication de Bercy pourraient en avoir la charge, en lien avec l'ensemble des administrations “métiers”. La refonte du site de la direction du budget actuellement dans les tuyaux apparaît comme une occasion opportune de concrétiser cette transformation.

Lire aussi : [Dépense publique : une absence persistante de consensus autour des critères d'efficacité](#)

“La mise en place d'une telle plateforme suppose toutefois des moyens conséquents, tant humains que techniques, alerte toutefois le rapport. *Le contenu, complexe, couvre des indicateurs et comptabilités multiples*. Pour mobiliser les différentes compétences nécessaires à sa mise en œuvre et coordonner le travail de la direction du budget, de la DGFIP, de la direction générale du Trésor, de la direction de la Sécurité sociale et enfin de l'Insee, le rapport recommande de confier ce rôle de pilote au service de la communication (Sircom) de Bercy.

Enfin, quand bien même la crise des finances publiques est affichée comme une priorité par les derniers gouvernements, celle-ci ne figure pas parmi les grandes orientations des “plans de communication interministériels”, relayées par le service d'information du gouvernement (SIG). *“L'inscription du rétablissement des finances publiques comme un nouvel axe prioritaire mériterait d'être envisagée”*, recommande ainsi la Cour des comptes.

La question salariale, moteur de la démotivation des fonctionnaires

Par Marie Malaterre

4-5 minutes

Après un rebond enregistré l'an dernier, le moral des fonctionnaires repart à la baisse. C'est, du moins, ce que nous apprend la [dernière édition du baromètre fonctionnaires 2026, publiée hier, 22 juin, par la Casden et BVA Ipsos](#). Un agent interrogé sur deux, sur un échantillon de 1 000 fonctionnaires interrogés, affiche un moral "bas" ou "moyen". Ce sont surtout les fonctionnaires d'État qui semblent les plus touchés, avec une baisse de leur indicateur de moral de 12 points par rapport au chiffre relevé l'année dernière.

Toutes les catégories sont concernées par ce recul. Il est davantage marqué chez les agents de catégorie B et chez les plus de 50 ans, qui paraissent les plus affectés. Pour autant, et à l'image des constats dressés l'année dernière, les deux tiers des agents publics interrogés se disent épanouis dans leur travail et motivés au quotidien. Cette situation concerne logiquement une part nettement plus élevée de ceux qui déclarent avoir "un bon moral".

Au total, plus de 60 % des fonctionnaires interrogés se déclarent épanouis et motivés au quotidien, et 23 % n'affirment aucun des deux. Les enseignants et les plus jeunes sont nettement plus nombreux à se dire épanouis et motivés ; à l'inverse, la fatigue pèse fortement sur les 50 ans et plus : plus d'un quart d'entre eux ne se sentent ni motivés ni épanouis.

La rémunération : premier motif d'insatisfaction

Enseignement central de ce baromètre : alors que le [dialogue social entre les syndicats de fonctionnaires et l'administration est extrêmement tendu](#), notamment sur les sujets salariaux, la rémunération reste le principal point noir cité par les agents publics. 63 % se disent mal payés, dont 15 % "très mal", et 56 % peinent à boucler leurs fins de mois. Un chiffre en hausse de deux points par rapport à l'année dernière.

On apprend aussi que plus le moral est bas et l'image de la fonction publique dégradée, plus le sentiment d'être mal payé s'accroît chez les agents, les fonctionnaires interrogés plaçant ainsi la question salariale au cœur de leur démotivation.

Assez logiquement, ce sont les agents de catégorie C qui demeurent les plus critiques sur leur rémunération, tandis que le mécontentement salarial progresse beaucoup chez les agents territoriaux.

Le retour de la rémunération au mérite

Dans ce contexte, les résultats du baromètre montrent que la rémunération au mérite convainc de plus en plus : 7 fonctionnaires sur 10 y sont désormais favorables, soit 69 %. Pour autant, 34 % des fonctionnaires qui s'estiment mal payés y sont opposés, et parmi les agents favorables, 79 % se disent par ailleurs valorisés dans le cadre de leur travail.

La rémunération au mérite est aussi davantage plébiscitée dans la fonction publique hospitalière, avec 75 % d'opinions favorables, contre 62 % à l'État et 74 % dans la territoriale. Par ailleurs, les agents de catégorie C y sont plus favorables que les catégories A, avec respectivement 74 % et 63 % d'opinions favorables.

Lire aussi : [Violences dans la fonction publique : les fonctionnaires dénoncent une protection défailante](#)

Par ailleurs, les fonctionnaires font état de conditions de travail qui restent difficiles, avec des contraintes qui s'accumulent au quotidien. 77 % pointent un manque d'informations sur les décisions de leurs administrations, 75 % des procédures trop lourdes, et autant une charge de travail excessive. 65 % dénoncent aussi un matériel inadapté, un chiffre en hausse de 3 points par rapport à l'année dernière.

Fait préoccupant, mais qui confirme d'autres enquêtes menées sur le sujet : près d'un agent sur deux déclare subir des incivilités ou des agressions verbales de la part d'usagers, surtout à l'Éducation nationale et dans la fonction publique hospitalière. Au total, 78 % des agents disent être confrontés souvent ou parfois à au moins l'une de ces difficultés.

La future prime au “mérite budgétaire” des hauts fonctionnaires fait débat

Par Paul Idczak

6-7 minutes

Se servir des primes comme d'un levier de “responsabilisation” des cadres dirigeants. C'est l'objectif présenté par l'entourage du ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, derrière sa volonté de modifier la part variable de la rémunération des plus grands commis de l'État, dans un contexte de recherche d'économies budgétaires. Révélée par *La Tribune Dimanche* le 21 juin dernier, cette mesure, qui sera prochainement mise sur le bureau du Premier ministre, vise à conditionner le versement de la moitié du complément indemnitaire annuel (CIA) d'une partie de l'effectif des directeurs d'administration centrale (DAC) et d'opérateurs à la maîtrise des finances de la structure qu'ils pilotent. Ce qui concernerait, dès 2026, “une centaine” de cadres dirigeants, indique le cabinet de David Amiel à *Acteurs publics*.

Dans l'entourage de ce dernier, la donne est claire. Ce n'est pas “l'esprit de sanction” qui guide l'esprit du ministre, mais plutôt “la tenue d'une logique de responsabilité qui incombe à un cadre dirigeant à partir du moment où il a entre ses mains de l'argent public”. Dans ce cadre, l'administration a fait un constat : celui que “80 à 90 %” de la part variable des primes des cadres dirigeants est assurée, et ce de manière généralisée. “Pour les directeurs de programmes et d'opérateurs, le CIA n'est pas soumis à des conditions d'objectifs chiffrés mais plus ou moins à la check-list d'une lettre de mission”, déplore-t-on dans les couloirs du ministère de l'Action et des Comptes publics.

Lire aussi : [Dans la haute fonction publique, le déploiement des primes à la performance a surtout profité aux cadres dirigeants](#)

Une situation que souhaite donc modifier David Amiel, tout d'abord par voie d'instruction signée par Matignon, dès cette année, puis, pour les années suivantes, via un éventuel décret qui élargirait, à l'ensemble des cadres dirigeants, le versement du CIA à la bonne tenue, effective, d'objectifs divers, comme la qualité de la mission de service public.

Les doutes des hauts fonctionnaires

Ce retour possible à une forme de rémunération au mérite, qui n'est plus en pratique depuis 2014 et la fin de la prime de fonctions et de résultats (PFR), mise en place par Nicolas Sarkozy, fait tiquer dans la haute fonction publique. Un ancien directeur d'administration centrale rejette ainsi l'argument de l'absence d'objectifs budgétaires dans les lettres de mission : “Quand j'étais DAC, l'un des points de ma lettre de mission annuelle portait systématiquement sur la rigueur budgétaire et le serrage des dépenses, tandis que tous mes collègues recevaient des directives claires en

matière d'actions non inflationnistes".

Le président de l'Union syndicale des administrateurs de l'État, Jean-Pascal Lanuit, comprend, pour sa part, *"la logique de modifier un système de délivrance des primes variables qui n'est pas optimal et demande beaucoup d'énergie administrative pour une délivrance similaire partout"* mais considère que les termes employés par le ministère de la Fonction publique sont *"infantilisants"* envers les cadres visés. *"Parler de responsabilisation est un peu hypocrite, car l'ensemble des cadres dirigeants sont déjà soumis à un contrôle important du budget qu'ils ont à gérer"*, explique-t-il. D'un côté, la loi de finances leur alloue un budget qu'ils doivent tenir ; de l'autre, la Cour des comptes reste en situation de sanctionner des hauts fonctionnaires dans le cadre du régime de responsabilité financière des gestionnaires publics (RFGP). *"Tout cela laisse entendre que les DAC font n'importe quoi, or si c'est le cas, c'est forcément l'exception"*, fait remarquer un administrateur de l'État.

Vers une réflexion plus globale sur les primes des A+ ?

Un autre haut fonctionnaire pointe, par ailleurs, que *"ce ne sont pas les hauts fonctionnaires qui doivent être considérés comme responsables du déficit, mais les autorités politiques"*. Selon lui, les changements souhaités par David Amiel prennent le problème par le mauvais bout, en raison du fait que le système de rémunération *"n'a pas pour objectif de réduire les dépenses de l'État"* mais doit représenter *"une motivation supplémentaire pour les cadres"*. *"Soit un directeur d'administration centrale donne satisfaction et il obtient l'intégralité de son CIA, soit il n'est pas à la hauteur et on le change"*, tient-il à ajouter.

Lire aussi : [Primes des fonctionnaires : la Cour des comptes recommande de relancer le régime indemnitaire lié à la performance](#)

Pour plusieurs observateurs, s'attaquer à une partie du CIA, qui ne représente qu'une part minime de l'ensemble du volet indemnitaire des hauts fonctionnaires, ne permettrait pas, en sus, de régler la problématique du système de primes des A+, dont l'harmonisation était prévue dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique. Sans qu'elle ne soit, pour l'instant, suivie d'effets. *"C'est très bien de mettre le chantier des primes sur la table, estime un familier du sujet. Mais il faudrait, dans un premier temps, vérifier que le comité interministériel des rémunérations fonctionne, et apporter davantage de transparence dans la gestion des différents ministères."* De son côté, Jean-Pascal Lanuit voit ce débat comme l'opportunité de recentrer les objectifs des DAC *"sur des indicateurs en rapport avec leur responsabilité personnelle, comme un bon climat social, par exemple, et pas en lien avec les performances de l'établissement lui-même, sur lesquelles ils peuvent avoir moins la main"*.

Reste désormais à voir jusqu'à quel point David Amiel souhaite mener sa réflexion sur les primes des cadres de l'État les plus capés, quelques mois après le rendu de plusieurs travaux sur le sujet, émanant à la fois de la Cour des comptes et du Sénat. Une mission interinspections sur les primes dans la fonction publique est, par ailleurs, en cours, après avoir fait l'objet [d'après discussions sur son périmètre](#) entre les équipes de David Amiel et de Sébastien Lecornu.

Malgré son Assistant IA, l'État peine pour l'instant à détourner ses agents de ChatGPT qu'ils jugent plus convaincant

Par Victoria Beurnez

5-6 minutes

La direction interministérielle du numérique a publié les premiers retours concernant son Assistant IA. Alors que celui-ci [vient d'être généralisé](#) à la totalité des agents publics, seuls 10 000 d'entre eux pouvaient, jusqu'ici, l'utiliser. Ces derniers ont fait l'objet de nombreux questionnaires de satisfaction, dans l'optique de permettre une amélioration continue de l'outil, bâti en collaboration avec l'entreprise française Mistral AI. Le travail de documentation des usages a été piloté par la direction interministérielle de la transformation publique, avec l'aide de la Dinum et d'un consortium de chercheurs issus d'Inria ou du CNRS, entre autres.

C'est dans ce contexte que la DSI de l'État a publié, il y a quelques jours, les [premiers résultats](#) issus de ces enquêtes de satisfaction, qui ont pris la forme d'entretiens qualitatifs, de questionnaires à grande échelle et de trois groupes de travail ciblés, auprès d'une trentaine d'agents des ministères économiques et financiers et de la Justice. Côté profil, les répondants aux questionnaires sont, pour 86 % d'entre eux, des agents de catégorie A, et 35 % d'entre eux assurent une fonction d'encadrement.

Un outil jugé utile

Des résultats globaux, il ressort que 75 % des agents *"considèrent l'outil utile à leur travail"*. Pour rappel, les 10 000 agents missionnés pour tester le dispositif ont été sélectionnés parmi quelques ministères : une majorité œuvrait à la Justice, par exemple, mais aussi à l'Éducation nationale, à la Culture, à Bercy ou dans les services du Premier ministre. Les groupes de travail ciblés ont permis à ces agents de faire des retours sur les tâches spécifiques sur lesquelles ils se sont appropriés l'outil, à savoir le résumé de rapports, la reformulation de notes, l'extraction d'information ou encore la traduction.

Selon les chiffres rapportés dans ce cadre, les gains de temps seraient de l'ordre de 12 %, sur les tâches de rédaction, dont la reformulation, et de 16 % sur les tâches de synthèse de rapport, par exemple, que la Dinum associe à *"une amélioration de la qualité des productions évaluées à l'aveugle"*. Plus largement, les agents répondants ont déclaré, pour 65 % d'entre eux, qu'ils *"recommanderaient spontanément"* l'outil à un collègue.

Lire aussi : [L'État généralise son Assistant IA à tous les agents](#)

En revanche, concernant les agents ayant participé aux groupes de travail, ils sont seulement un

peu plus de la moitié (56 %) à déclarer avoir *“réduit leur recours à des solutions non souveraines dans leur cadre professionnel”*. Des chiffres encore peu convaincants, puisque c’est là précisément l’un des objectifs de l’Assistant IA : réduire le recours au *“shadow AI”*, c’est-à-dire le fait d’utiliser, dans le cadre professionnel, des outils comme ChatGPT ou Gemini, par exemple. Or, utiliser ces modèles, qui ne sont ni français ni européens, c’est prendre le risque d’y intégrer des données sensibles de l’administration qui ne seront donc désormais plus protégées, pour ne citer que ce risque.

Malgré les risques, ChatGPT toujours vedette

Ils sont également plus de la moitié, soit 57 %, à considérer que *“les autres IA génératives répondent mieux à leurs besoins”*. Le rapport des résultats avance ainsi la citation de l’un des participants au groupe de travail : *“Si on compare l’Assistant IA avec ChatGPT, ce dernier a une longueur d’avance. Les réponses de l’Assistant IA sont parfois un peu courtes et peu détaillées, alors que ChatGPT est plus complet et plus structuré”*. La moitié des agents se sont servis de l’Assistant IA au moins une fois par semaine.

Lire aussi : [L’Assistant IA permet désormais aux agents publics d’interroger leurs propres ressources documentaires](#)

Les agents-testeurs ont aussi été 1139 à répondre à un questionnaire concernant les freins et limites de l’outil. La confiance reste un frein majeur : près de 180 des répondants estiment qu’ils *“manquent de confiance dans la fiabilité des réponses”*, un écueil spécifique à l’intelligence artificielle générative qui est connue pour *“halluciner”* et inventer des réponses de toutes pièces, appelant à une vigilance continue. Ils sont également près de 160 à partager *“une méconnaissance des fonctionnalités adaptées aux spécificités de leurs métiers”*, et un même nombre à déclarer avoir *“besoin de formation à cet outil”*. Enfin, les cinq risques les plus cités par les agents sont, eux, les erreurs potentielles, la fuite de données sensibles, l’impact écologique, la perte de compétence et enfin, la réduction du nombre de postes.

Agencification : le gouvernement préfère une culture de l'évaluation au grand soir

Par Mathilde Karsenti

5-7 minutes

“Votre travail est rigoureux et documenté. Nous savons que l’organisation de l’État est embrouillée et ne produit pas de résultats”, reconnaît d’emblée Françoise Gatel, lundi 22 juin 2026, devant la commission spéciale sénatoriale en charge de l’examen de la proposition de loi “visant à repenser l’agencification pour renforcer l’action publique”, déposée par les sénateurs LR Mathieu Darnaud et Pauline Martin fin avril. La ministre de l’Aménagement du territoire et de la Décentralisation appelle toutefois à une vigilance accrue concernant des réponses précipitées en insistant sur la nécessité de réformer en profondeur : “Nous avons réparti notre organisation par thème alors qu’il nous faut avoir une approche systémique.”

Lire aussi : [Opérateurs de l’État : la droite sénatoriale poursuit son assaut sur l’“agencification”](#)

Pour Françoise Gatel, si l’agencification a “répondu à une intention qui devait être juste à un moment”, c’est-à-dire “rapprocher l’action publique du terrain en spécialisant les interventions, en les rendant plus opérationnelles”, son bilan est toutefois à interroger. “Plus l’action et le service sont spécialisés, moins on est en mode d’écosystème, et on ne produit pas de résultats”, soutient-elle devant les membres de la commission.

Risque de “recentralisation de certaines politiques publiques”

En outre, sur les suppressions, fusions ou transferts de missions souhaités par le texte – notamment celle des agences régionales de santé (ARS) –, Françoise Gatel souffle le chaud et le froid. La proposition de loi prévoit en effet que leurs compétences soient transférées à de nouvelles directions déconcentrées placées sous l’autorité des préfets. Bien qu’elle salue l’objectif d’efficacité, elle pointe le risque de “recentralisation de certaines politiques publiques”. Elle craint donc “que les élus locaux des différents niveaux de collectivités ne soient plus associés ni à la politique ni à la gouvernance”. Ce n’est “pas forcément la bonne réponse”, avertit-elle.

Plus généralement, Françoise Gatel défend une vision renouvelée du rôle préfectoral. “L’État doit être organisé dans les territoires et il doit y avoir un ensemble”, affirme-t-elle, visant le préfet. Ses missions : “définir les priorités, hiérarchiser les contraintes et être au côté des élus locaux pour présenter une solution. Il représente l’unité de l’État.”

Lire aussi : [À l’assemblée, “l’agencification” de l’État réactive, le temps d’un vote, le vieux clivage gauche/droite](#)

Mais la ministre tient à corriger ce qui pourrait être perçu comme un retour autoritaire de la figure

préfecturale : *“Ce n’est pas un préfet qui prévaut, c’est un préfet pivot”*. Autrement dit, il doit *“simplifier la vie des gens”* selon Françoise Gatel en réponse au sénateur écologiste de Paris Yannick Jadot qui redoute un retour *“des commissaires de la République à tous les étages”*. Parmi ses arguments, celui de la gouvernance collective propre à certaines structures. Elle cite notamment l’exemple de l’Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de ses programmes *“Action cœur de ville”*, *“Petites villes de demain”* et *“Villages d’avenir”* qui *“fonctionnent bien”* car *“un opérateur est activé directement par le préfet et qui se met en mode collectif”*.

Évaluation : la “culture” qui fait défaut

En parallèle, la ministre s’attarde sur la nécessité de bâtir une véritable culture de l’évaluation des agences et opérateurs. *“La culture de l’évaluation est largement insuffisante”*, dénonce-t-elle devant les élus. Selon la représentante de l’exécutif, évaluer ne signifie *“pas remettre en cause les personnes”*, mais *“remettre en cause un modèle qui aujourd’hui doit absolument bouger”*.

Dans le prolongement des travaux de la commission d’enquête sur les agences de l’État, menés par la sénatrice LR Christine Lavarde et publiés début juillet 2025, le texte de Mathieu Darnaud et Pauline Martin prévoit dans son premier article *“une clause d’extinction automatique pour toute nouvelle agence, par défaut au terme de cinq ans”*. *“Toute prolongation devra être justifiée par une évaluation et soumise à l’avis favorable des commissions parlementaires compétentes”*, dispose par ailleurs l’article 2.

Lire aussi : [Suppressions, réinternalisations... Le Sénat veut faire le ménage parmi les agences et placer le préfet au centre du jeu](#)

Mais Françoise Gatel estime qu’un suivi plus resserré serait parfois plus adapté. *“Je ne serais pas choquée si le Parlement disait qu’il y a un certain nombre d’agences et d’opérateurs qu’on veut auditionner chaque année pour mesurer le respect des objectifs et procéder parfois à des évaluations”*, déclare-t-elle. De manière générale, elle plaide pour des contrats d’objectifs et de performances systématiques avec l’État, assortis d’un rendu d’activité régulier.

Pas “le grand soir de l’efficacité et de l’organisation”

Sur le calendrier et l’ambition de la réforme, la ministre tempère les attentes. *“On ne va pas faire le grand soir de l’efficacité et de l’organisation, mais on doit progresser dès lors qu’on est dans l’évaluation, dans la proposition, et que personne n’est dans la caricature”*, poursuit-elle. Elle écarte également l’idée d’un grand acte de décentralisation, estimant que la priorité est d’abord de faire tomber les silos entre l’État et les collectivités. *“Il n’est pas acceptable que chacun fonctionne en silo, ça ne produit rien sinon la perte de confiance de nos concitoyens.”*

L'État s'apprête à toucher 8,6 millions d'euros de la part de l'Ugap

Philippine Ramognino

2-3 minutes

Par [Philippine Ramognino](#) - 23 juin 2026 - 1 min de lecture



Selon un [arrêté](#) publié mardi 23 juin au *Journal officiel*, le montant du dividende versé à l'État par l'Union des groupements d'achats publics (Ugap) au titre de l'exercice 2025 s'élève à 8 653 213 euros. Car, pour rappel, une partie du bénéfice de la centrale d'achat est distribuable. Le versement du montant, voté par le conseil d'administration le 16 mars dernier, est "*immédiatement exigible*", ajoute l'arrêté signé par David Amiel et Roland Lescure, respectivement ministres de l'Action et des Comptes publics et de l'Économie. À titre de comparaison, l'enveloppe s'élevait l'an dernier à 8,4 millions d'euros, à 10,6 millions d'euros en 2024 et à 5,5 millions d'euros en 2023.



Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 181-182 Souveraineté sécurité | L'administration à l'épreuve de l'IA clandestine





Connexions multiples sur votre compte

Nous constatons une autre connexion sur votre compte (depuis un autre appareil ou un autre navigateur).

Il n'est pas possible d'avoir plusieurs connexions simultanées sur un même compte Acteurs publics.

Veuillez choisir la session sur laquelle vous souhaitez rester connecté. La session non sélectionnée sera automatiquement déconnectée.

